

Allocation des ressources

Document de travail

Troisième réunion relative à la 12^{ème} reconstitution
des ressources du FAD
Mai 2010
Abidjan, Côte d'Ivoire



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Résumé analytique

Le présent document décrit le cadre de répartition des ressources du FAD-12 entre divers emplois concurrents et en appui aux priorités stratégiques identifiées lors des consultations relatives au FAD-12. La direction reste déterminée à recourir, pour affecter la majeure partie des ressources FAD, au système d'allocation basée sur la performance (ABP) qui, depuis son adoption en 1999, s'est avéré un mécanisme efficace pour orienter davantage de ressources vers les pays plus performants.

Aucun changement majeur au système n'est proposé pour la période du FAD-12. Au contraire, la direction propose de renforcer davantage le lien entre allocation et performance pour les initiatives spéciales amorcées dans le cadre du FAD-11 et qui ne sont pas directement financées au moyen des ABP. Pour la Facilité en faveur des états fragiles, la Direction estime que les besoins en ressources sont de 824 millions d'UC, comprenant à la fois les allocations supplémentaires basées sur la performance (Pilier I) et les coûts attendus pour apurer les arriérés durant la période du FAD-12 (Pilier II). En ce qui concerne les opérations régionales, la Direction porte sa préférence sur une enveloppe élargie à 20 % de l'enveloppe globale et propose par ailleurs de renforcer davantage le lien avec la performance en adoptant des fiches individuelles de résultats des projets, dans le cadre du processus renforcé de sélection. En limitant les ressources utilisées pour les biens publics régionaux et en maintenant un facteur multiplicatif de 2 pour les allocations supplémentaires du Pilier I de la Facilité en faveur des états fragiles, la part des ressources allouées directement et indirectement sur la base de la performance pourrait atteindre 92 %, taux supérieur à celui de 90 % réalisé dans le cadre du FAD-11.

Le présent document rend compte des divers arbitrages opérés dans l'allocation des ressources selon différents scénarios. La direction a hiérarchisé, pour chaque scénario, une réserve d'opérations susceptibles d'être financées. Ces scénarios varient selon plusieurs facteurs clés :

- la taille de la reconstitution globale : les scénarios envisagent une croissance nulle en termes réels¹ durant le FAD-11 ainsi que des augmentations de 10 %, 30 %, 50 % et 70 % ;
- la taille de l'enveloppe des opérations régionales (17,5 %, 20,0 % et 22,5 % de la reconstitution globale du FAD-12) ; et
- les modalités d'allocation à la Facilité en faveur des états fragiles : soit un montant fixe, soit une enveloppe de 7,5 %.

Le document traite par ailleurs des questions relatives à l'allocation de ressources aux différentes catégories de bénéficiaires du FAD et de l'application de conditions de prêt différenciées. Conformément aux pratiques des autres banques multilatérales de développement, la direction propose de remplacer le plafond global de 5 % des ressources ABP par des plafonds qui sont propres à chaque pays et tiennent mieux compte de sa situation. L'affectation, à chaque pays à financement mixte, de la moitié de son ABP est une mesure simple qui permet de maintenir le lien entre performance et allocations et de faire en sorte que les pays exclusivement FAD continuent de bénéficier du gros des ressources FAD. De même, l'application de conditions d'emprunt différenciées au pays à financement mixte et au pays dits « gap » correspondrait mieux à leurs niveaux de revenu et de solvabilité, améliorerait l'harmonisation et l'alignement sur les institutions sœurs, et renforcerait la capacité financière à long terme du FAD d'engager de nouvelles ressources pour le développement. Enfin, tel que convenu lors de la revue à mi-parcours du FAD-11, la direction élaborera une politique intégrale de reclassement du Groupe de la Banque, qui sera soumise à l'approbation du Conseil d'administration. Les principaux éléments de cette politique, telle qu'elle se rapporte aux pays FAD, sont présentés en vue d'obtenir des orientations des plénipotentiaires.

Les plénipotentiaires sont priés de donner leur point de vue sur les questions mentionnées plus haut.

¹ Le taux du scénario de croissance nulle en termes réels correspond à celui de l'inflation, soit 4,5 %.

Table des matières

Abréviations et sigles.....	iv
1. Introduction.....	1
2. Éligibilité des pays	1
3. Expérience du cadre d'allocation des ressources du FAD-11.....	2
<i>Ressources globales</i>	<i>2</i>
<i>Système d'allocation basée sur la performance</i>	<i>3</i>
<i>Modifications adoptées dans le cadre du FAD-11</i>	<i>4</i>
<i>Résultats de l'allocation.....</i>	<i>4</i>
4. Cadre Proposé d'allocation des Ressources du FAD-12	6
<i>Niveaux globaux de reconstitution et équilibre entre les allocations basées sur la performance et les ressources mises en réserve.....</i>	<i>6</i>
<i>Modalités relatives à la Facilité en faveur des États fragiles.....</i>	<i>6</i>
<i>Modalités relatives aux ressources mises en réserve pour les opérations régionales</i>	<i>8</i>
<i>Modalités concernant la « tranche supérieure » en faveur des garanties pour le secteur privé.....</i>	<i>9</i>
<i>Provisions pour imprévus techniques.....</i>	<i>9</i>
<i>Méthodologie d'allocation.....</i>	<i>10</i>
5. Scénarios d'allocation des Ressources du FAD-12	10
<i>Présentation des scénarios</i>	<i>10</i>
<i>Priorités opérationnelles indicatives.....</i>	<i>11</i>
<i>Renforcement du lien avec la performance.....</i>	<i>13</i>
6. Propositions Concernant l'allocation des Ressources.....	13
<i>Faire face à la volatilité des allocations : notes de la performance du portefeuille-pays et abattements de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale</i>	<i>13</i>
<i>Renforcement du lien entre la performance et les opérations régionales.....</i>	<i>14</i>
<i>Ressources destinées aux pays à financement mixte</i>	<i>15</i>
<i>Conditions de prêt différenciées du Fonds africain de développement</i>	<i>16</i>
7. Politique Proposée de Reclassement des Pays du Fonds Africain de Développement.....	19
8. Conclusion et Recommandations	21
Annexe I : Classement des pays membres régionaux	22
Annexe II : État des souscriptions du Fonds africain de développement et des paiements reçus au 22 avril 2010, en unités de compte	23
Annexe III : Allocation des ressources lors du FAD-11	24
Annexe IV : Cadre d'allocation basée sur la performance pour le FAD-12	27
Annexe V : Paramètres de retrait progressif de la Facilité en faveur des États fragiles.....	29
Annexe VI : Options pour déterminer les plafonds propres aux pays sur les ressources de la Banque africaine de développement destinées aux pays à financement mixte.....	31
Annexe VII : Classement des pays et conditions de prêt des autres banques multilatérales de développement	32
Annexe VIII : Scénarios d'allocation des ressources (annexe technique).....	35

Tableaux

Tableau 1 : Ressources requises pour la multiplication des ressources supplémentaires par un facteur d'appoint de 2.....	7
Tableau 2 : Classement proposé des pays du Groupe de la Banque africaine de développement.....	18
Tableau 3 : Proposition relative au retrait progressif des ressources FAD et à la mise en place graduelle des ressources BAD pour les pays reclassés	20

Figures

Figure 1: Ressources du FAD-11 au 22 Avril 2010.....	2
Figure 2 : Part des allocations liées au système d'allocation basée sur la performance du FAD-8 au FAD-11	3
Figure 3 : Allocations de ressources par quintile de performance du FAD-8 au FAD-11	5
Figure 4 : Classements du Cadre de soutenabilité de la dette pour les allocations basées sur la performance, 2005-2010.....	5
Figure 5 : Aperçu des scénarios de reconstitution	11
Figure 6 : Ventilation sectorielle des ressources du FAD-8 au FAD-12.....	12
Figure 7: Ventilation sectorielle des ressources suivant divers scénarios de reconstitution du FAD-12	12
Figure 8 : Ventilation des opérations du FAD-12 par secteur pour chaque fenêtre de financement	13

Abréviations et sigles

ABP	Allocation basée sur la performance
BAD	Banque africaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CSD	Cadre de soutenabilité de la dette
EPIP	Évaluation des politiques et des institutions des pays
FAD	Fonds africain de développement
FAD-8	Huitième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-9	Neuvième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-10	Dixième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-11	Onzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-12	Douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FEF	Facilité en faveur des États fragiles
IADM	Initiative d'allégement de la dette multilatérale
IDA	Association internationale de développement
NPPP	Note/Notation de la performance du portefeuille-pays
RNB	Revenu national brut
UC	Unité de compte

ALLOCATION DES RESSOURCES

1. Introduction

- 1.1 Le présent document propose, dans le prolongement des discussions du Cap, un cadre global d'affectation des ressources du FAD-12 aux pays du Fonds africain de développement (FAD ou Fonds) (pays exclusivement FAD et pays à financement mixte). Il énonce par ailleurs les éléments proposés pour une politique de reclassement des pays FAD, en s'inspirant des observations reçues au sujet du document de la revue à mi-parcours du FAD-11 intitulé « Questions relatives au régime des pays à financement mixtes et à l'adoption d'une politique de reclassement des pays FAD ». Le document « Cadre de financement 2 du FAD-12) vient compléter celui-ci.
- 1.2 La section 3 du présent document passe en revue le cadre d'allocation des ressources du FAD-11, notamment les résultats des améliorations apportées au système d'ABP institué dans le FAD-11, et elle est suivie de la section 4 qui examine l'équilibre éventuel entre les ressources allouées à l'aide du système d'ABP et les deux enveloppes dédiées aux opérations régionales et aux États fragiles, et la taille ainsi que les modalités des enveloppes en question. La section 5 présente un nombre de scénarios d'allocation des ressources. La section 6 avance des propositions concernant l'allocation des ressources, notamment aux pays à financement mixte, et elle présente les conditions de prêt différenciées du FAD pour ces pays. La section 7 décrit la politique de reclassement des pays FAD proposée par la direction et la section 8 conclut le document.

2. Éligibilité des pays

- 2.1 Conformément à la politique de crédit du Groupe de la Banque², l'éligibilité aux ressources FAD est déterminée sur la base d'une évaluation, par la Banque mondiale, de la solvabilité du pays, de ses besoins tels que mesurés à l'aune de son revenu national brut (RNB) par habitant — lequel doit se situer en deçà d'un seuil³ donné — et de sa performance.
- 2.2 À l'heure actuelle, le Fonds compte 37 emprunteurs exclusivement FAD et trois pays à financement mixte (annexe I). Les opérations mises en œuvre dans les pays exclusivement FAD peuvent également être financées au moyen du guichet du secteur privé de la Banque africaine de développement (BAD ou Banque) et des ressources non concessionnelles de la BAD réservées aux projets-enclaves. Pour être éligibles à ce financement, les projets du secteur privé et les projets-enclaves doivent remplir certains critères⁴. Les pays qui ne sont pas des emprunteurs actifs pour cause de sanction devraient reprendre leurs activités au cours du FAD-12, sous réserve d'apurement de leurs arriérés envers le Groupe de la Banque.

² Résolution B/BD/94/07/Rev1 adoptée le 16 mai 1995 ; ADB/BD/WP/95/79, datant du 8 mai 1995. *Politique de crédit du Groupe de la Banque*. ADB/BD/WP/98/40 du 9 mars 1998.

³ Le seuil opérationnel d'éligibilité aux ressources de l'Association internationale de développement (IDA)/du FAD pour l'exercice 10 est un RNB par habitant de 1 135 dollars. Cf. Manuel des opérations de la Banque mondiale, OP 3.10 – annexe D, mis à jour en décembre 2009. Le seuil et les plafonds d'éligibilité aux ressources de l'IDA/du FAD sont révisés régulièrement par l'IDA.

⁴ La Banque examine la possibilité d'élargir la définition des projets-enclaves éligibles au financement de la BAD en collaboration avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Cf. Banque africaine de développement. *Review of the African Development Bank's Capital Resource Requirements (GCI-VI) - Fourth Working Paper* (ADB/BD/WP/2010/33/FWP/Rev. 2) [Revue des besoins de ressources en capitaux de la Banque africaine de développement (GCI-VI) - Quatrième document de travail. (ADB/BD/WP/2010/33/FWP/Rev. 2)]. 26 mars 2010

3. Expérience du cadre d'allocation des ressources du FAD-11

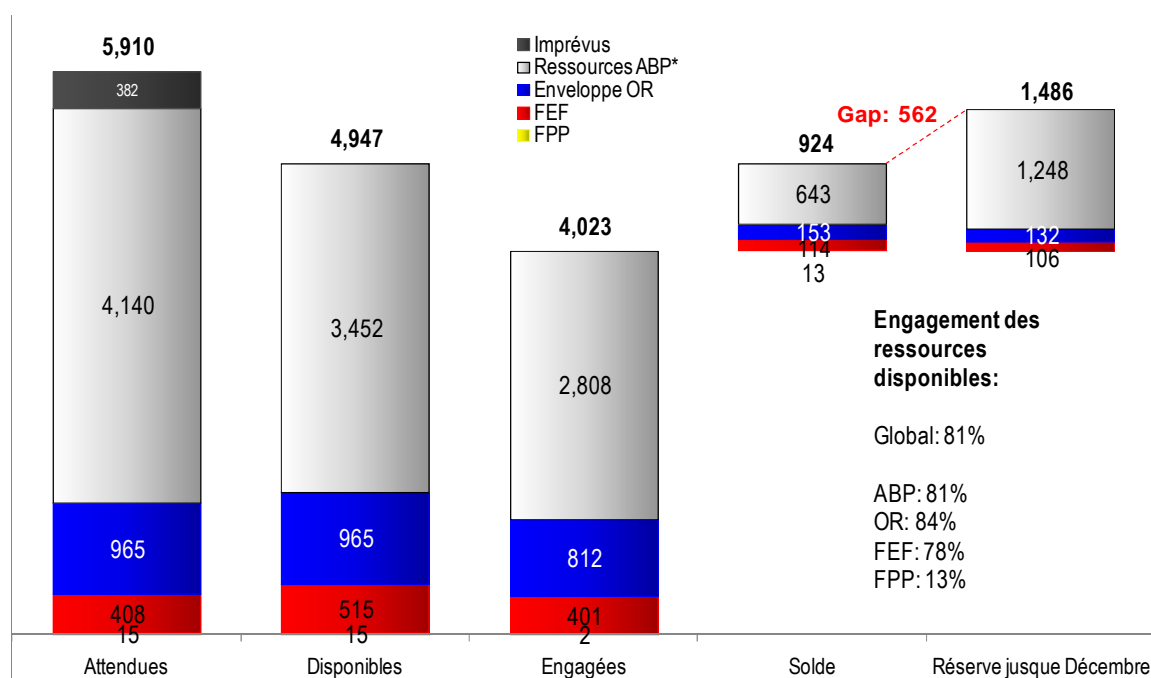
- 3.1 Durant le FAD-11, certaines modifications ont été apportées au cadre d'allocation des ressources de la Banque. La mise en réserve d'enveloppes thématiques pour les opérations régionales et les États fragiles a été instituée et le système d'ABP a été modifié dans la logique des changements opérés par les autres banques multilatérales de développement. La présente section donne d'abord un aperçu des ressources actuelles du FAD-11, elle décrit ensuite la situation du système d'ABP et les modifications adoptées dans le cadre du FAD-11, et elle fournit enfin des détails sur le mode d'allocation des ressources.

Ressources globales

- 3.2 Les ressources totales attendues au titre du FAD-11 s'élèvent à 5,910 milliards d'UC, dont 4,947 milliards étaient reçus au 22 avril 2010. Un montant de 4,023 milliards d'UC ou 81 % de ces ressources a été engagé ; le solde disponible à des fins d'engagement pour 2010 s'établit donc à 924 millions d'UC. En revanche, la réserve des opérations du FAD dont la présentation au Conseil d'administration est prévue avant décembre 2010 atteint 1,49 milliard d'UC (figure 1).

Figure 1: Ressources du FAD-11 au 22 Avril 2010

(Millions d'UC)



Notes : FEF = Facilité en faveur des États fragiles ; ABP = allocations basées sur la performance ; FPP = Mécanisme de financement de la préparation des projets ; OR = opérations régionales ; UC = unités de compte

(*) Les ressources ABP ont été corrigées pour tenir compte de l'incidence négative des provisions pour imprévus.

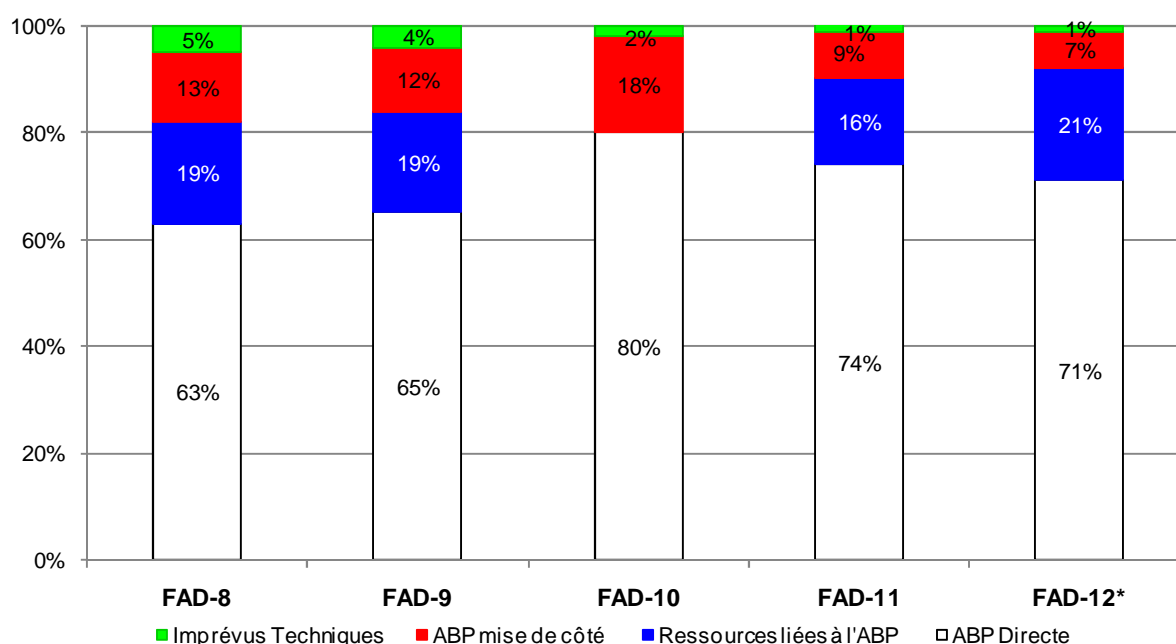
Source : Banque africaine de développement

- 3.3 Le FAD ne sera pas en mesure d'autoriser des engagements correspondant à l'ensemble de la réserve de 2010, à moins d'un règlement de toutes les souscriptions à mesure qu'elles sont exigibles. Les plénipotentiaires sont par conséquent priés de verser aussitôt que possible la troisième tranche de leur souscription, en espèces ou en billets à ordre⁵. L'annexe II donne un aperçu des paiements reçus au 22 avril 2010.

Système d'allocation basée sur la performance

- 3.4 Le cadre de l'ABP est utilisé depuis 1999 pour affecter l'essentiel des ressources FAD aux pays éligibles, sur la base de leur performance. Pendant le FAD-8 et le FAD-9, la part des ressources allouées selon le système d'ABP s'est établie à environ 80 à 85 % (figure 2) : à peu près 65 % de ressources ont été allouées directement ou à l'aide du système d'ABP et 19 % additionnels de ressources ont été mis en réserve pour accorder des prêts à l'appui de réformes et pour fournir des financements d'« appoint » aux pays performants⁶. En outre, des pools précis de ressources ont été mis en réserve du cadre de l'ABP pour financer les opérations multinationales, sans établir de lien avec la performance. Dans le cadre du FAD-10, les plénipotentiaires ont convenu d'intégrer l'allocation au titre du prêt à l'appui de réformes dans le système d'ABP et d'augmenter de 15 % la part des ressources destinées aux opérations régionales. En conséquence, la part des ressources allouées directement à l'aide du système d'ABP s'est accrue pour s'établir à 80 %. Conformément à l'accord conclu dans le cadre du FAD-11, la part des ressources allouées directement par le système d'ABP, y compris les prêts à l'appui de réformes, s'est élevée à 74 %. Une autre part de 25 % de ressources a été réservée aux opérations régionales et la FEF, dont 16 % étaient liés aux ABP : pilier I de la FEF et opérations régionales avec partage des coûts. Cela a porté la proportion des allocations directement ou indirectement liées à l'ABP à un taux sans précédent de 90 % (figure 2 et annexe III).

Figure 2 : Part des allocations liées au système d'allocation basée sur la performance du FAD-8 au FAD-11



Notes : ABP = allocations basées sur la performance ; « Liées à l'ABP = pilier 1 de la Facilité en faveur des États fragiles + opérations régionales avec partage des coûts ; « Non liées à l'ABP = piliers 2 et 3 de la Facilité en faveur des États fragiles + biens publics régionaux.

(*) : À des fins d'illustration, le calcul des chiffres se rapportant au FAD-12 prennent pour hypothèse une augmentation de 50 % et une enveloppe régionale de 20 %.

Source : Banque africaine de développement

⁵ Conformément à la résolution relative au FAD-11, le versement de la troisième tranche est prévu au plus tard le 30 avril 2010.

⁶ Dans ce cadre, une autre part de 50 % de l'allocation ABP normale a été mise à la disposition des pays performants pour financer les prêts à l'appui de réformes.

- 3.5 Le système d'ABP place les besoins et la performance des pays au centre du processus d'allocation (annexe IV). Une évaluation des besoins et de la capacité d'absorption est conduite en tenant compte du RNB par habitant et de la population du pays. La performance des pays est évaluée chaque année sur la base des critères ci-après :
- l'évaluation des politiques et des institutions des pays (EPIP), qui permet de suivre la performance du cadre des politiques et des institutions de chaque pays en matière de promotion de la croissance et réduction de la pauvreté ;
 - la notation de la performance du portefeuille-pays (NPPP), qui évalue la performance en matière de mise en œuvre du portefeuille d'un pays, sur la base du pourcentage des projets à risque ; et
 - un facteur de gouvernance qui repose sur cinq critères tirés du groupe des critères EPIP relatif à la gouvernance.
- 3.6 Les ressources FAD sont allouées selon la formule convenue, en utilisant comme indicateurs les évaluations de la performance des pays, le RNB par habitant et la population. Tel que décrit en détail à l'annexe IV, la performance du pays constitue le principal paramètre de la formule. L'allocation d'un pays s'accroît si sa performance s'améliore par rapport à celle des autres pays. Toutes choses étant égales par ailleurs, l'allocation s'accroît avec une augmentation de la population et diminue avec un accroissement du RNB par habitant.

Modifications adoptées dans le cadre du FAD-11

- 3.7 Dans le FAD-11, des changements apportés au processus d'ABP ont permis de rendre les allocations plus prévisibles et de simplifier le processus d'allocation, comme suit :
- modification de l'échéancier de l'allocation et des cycles de classement du Cadre de soutenabilité de la dette (CSD), afin de les aligner sur l'année calendaire des opérations du FAD et, partant, d'éliminer les changements aux allocations en milieu d'année ;
 - maintien des données démographiques propres à chaque pays à des niveaux constants durant toute la période du FAD-11, pour harmoniser les modifications d'une année sur l'autre de ces facteurs ;
 - révision de la NPPP, en prenant en compte uniquement les projets effectivement à problèmes (à l'exclusion des projets potentiellement à problèmes) dans la mesure des projets à risque, pour réduire la volatilité ;
 - révision de la note EPIP pour ne tenir compte que des trois premiers groupes d'indicateurs EPIP, afin d'éliminer le double comptage de la gouvernance ;
 - révision du facteur de gouvernance, en supprimant l'élément relatif à la passation des marchés ; et
 - élimination du facteur de renforcement post-conflit dès l'approbation de la Facilité en faveur des États fragiles.

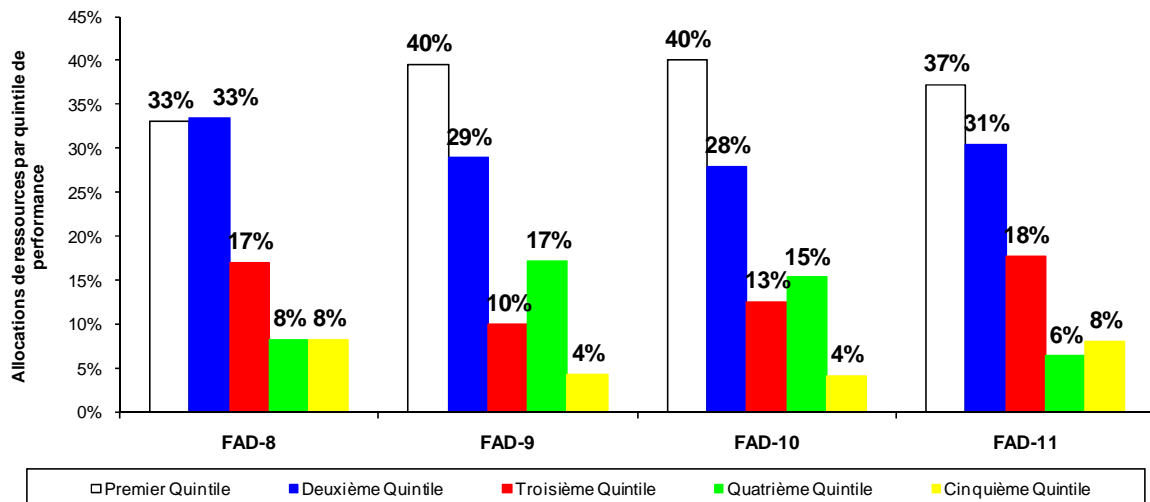
Résultats de l'allocation

- 3.8 Comme le montre la figure 3⁷, les pays les plus performants ont bénéficié d'une part de plus en plus grande des reconstitutions successives du FAD. La part de l'ensemble des ressources FAD allouées au quintile le plus performant s'est accrue, passant de 33 % dans le FAD-8 à 37 % dans le FAD-11⁸. En outre, à peu près 68 % de l'ensemble des ressources FAD ont été systématiquement allouées aux deux quintiles les plus performants. Cette évolution est également manifeste au niveau de chacune des années du cycle du FAD-11 (2008, 2009 et 2010) et en ce qui concerne les allocations par habitant (figures III-1 et III-2 de l'annexe III). Cela démontre que le mécanisme d'allocation permet d'affecter efficacement davantage de ressources aux pays plus performants.

⁷ Le diagramme montre les allocations de base dans les cycles du FAD, lesquelles n'ont pas été modifiées pour tenir compte des incidences du CSD et de l'IADM dans le FAD-10 et le FAD-11.

⁸ La faible diminution de la part des ressources allouées au quintile supérieur entre le FAD-10 et le FAD-11, s'explique par le changement de catégories de performance d'une poignée de grands pays.

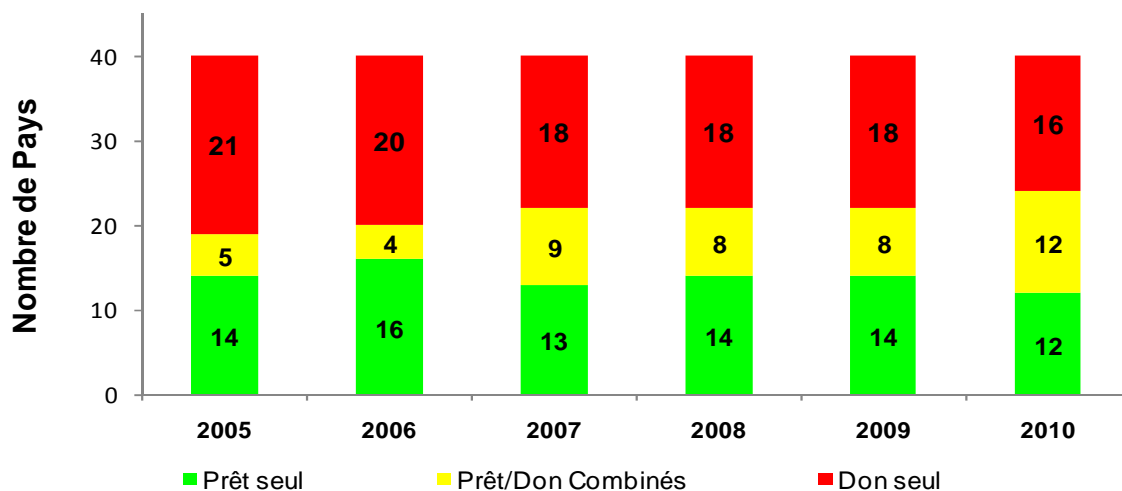
Figure 3 : Allocations de ressources par quintile de performance du FAD-8 au FAD-11



Source : Banque africaine de développement

- 3.9 L'intégration, dans le processus d'ABP, des changements apportés au CSD et à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (l'IADM) s'est traduite par un relâchement partiel du lien entre les allocations effectives et les indicateurs de performance au niveau du pays. Lors de l'opération annuelle d'ABP, les pays sont classés selon leur risque de surendettement tel que déterminé par le CSD. Leurs conditions de financement (octroi uniquement de prêts ou de dons, ou d'une combinaison des deux) sont modifiées en conséquence. Le pourcentage global de dons dans les allocations augmente proportionnellement au nombre de pays à risque élevé ou modéré de surendettement. La part des dons après application du CSD a diminué, passant de 34,3 % en 2005 à 25,5 % en 2009, ce qui indique que la soutenabilité de la dette a connu des améliorations, mais elle a augmenté pour s'établir à 30,6 % en 2010, en raison essentiellement du reclassement de l'Angola (du statut de pays uniquement éligible aux prêts à celui de pays éligible aux prêts/dons), du Burkina Faso (du statut de pays éligible aux prêts/dons à celui de pays uniquement éligible aux dons) et du Ghana (du statut de pays uniquement éligible aux prêts à celui de pays éligible aux prêts/dons). La figure 4 montre les classements du CSD au cours de la période du FAD-11.

Figure 4 : Classements du Cadre de soutenabilité de la dette pour les allocations basées sur la performance, 2005-2010



Notes : Durant le processus d'allocation, cinq pays ont changé de catégorie de « feux de circulation » en 2010 par rapport à 2009. Le Ghana et l'Angola sont passés de « feu vert » à « feu jaune » ; le Burkina Faso de « feu jaune » à « feu rouge » ; et, le Tchad et le Rwanda de « feu rouge » à « feu jaune ».

Source : Banque africaine de développement

4. Cadre Proposé d'allocation des Ressources du FAD-12

- 4.1 Dans le prolongement du document de synthèse examiné lors de la réunion consultative du Cap, la présente section décrit le cadre qui servira à affecter les ressources selon différents scénarios de reconstitution du FAD-12. Elle résume la façon dont les allocations des deux enveloppes thématiques mises en réserve (dont l'une destinée aux États fragiles et l'autre aux opérations régionales) varient en fonction des niveaux de reconstitution, et elle évalue l'incidence des ressources mises en réserve au titre du système d'ABP, pierre angulaire du FAD. Elle examine par la suite les modalités relatives aux deux enveloppes mises en réserve et présente la méthodologie utilisée pour calculer les chiffres se rapportant aux scénarios de niveaux de reconstitution présentés dans la section 5.

Niveaux globaux de reconstitution et équilibre entre les allocations basées sur la performance et les ressources mises en réserve

- 4.2 Lors de la deuxième réunion consultative, la direction avait soumis aux plénipotentiaires, pour examen, trois scénarios de niveaux de reconstitution : une augmentation uniforme durant le FAD-11 (c'est-à-dire un accroissement ajusté pour tenir compte du taux d'inflation de 4,5 %), une augmentation de 50 % et une autre de 70 %. Plusieurs plénipotentiaires avaient demandé l'ajout de scénarios intermédiaires. La présente section répond à cette demande en ajoutant deux scénarios : une augmentation de 10 % et une autre de 30 % pendant la reconstitution du FAD-11.
- 4.3 Les ressources du FAD-12 seront en définitive affectées à un ensemble d'emplois concurrents et en appui aux orientations stratégiques et aux priorités de financement identifiées pendant la consultation. La direction s'engage à continuer d'allouer le gros des ressources du FAD sur la base de la performance, comme convenu lors de la revue à mi-parcours du FAD-11. Pour le FAD-12, un important défi consistera à établir un équilibre entre les allocations-pays (ABP) et les enveloppes thématiques mises en réserve, de façon à ce que le Fonds puisse i) orienter les ressources vers les opérations des pays suivant la performance de ces derniers ; ii) dégager des financements suffisants pour les principales priorités que sont les États fragiles et les opérations régionales ; et iii) rester aussi flexible que possible afin d'être à même de répondre aux besoins urgents à mesure qu'ils se manifestent, notamment pour l'apurement des arriérés. Comme convenu au Cap, le Fonds maintiendra le nombre actuel d'enveloppes mises en réserve en vue d'éviter la fragmentation et de conserver une masse critique pour chacune de ces enveloppes. Néanmoins, il y a lieu de trouver le juste milieu entre les divers éléments pour que le FAD soit capable de financer des secteurs qui correspondent à ses priorités fondamentales et à son mandat.
- 4.4 Le niveau de reconstitution et la taille des enveloppes mises en réserve dicteront les arbitrages à opérer entre les choix stratégiques et les ambitions pour le FAD. À titre illustratif, un faible niveau de reconstitution combiné avec le fait d'accorder une grande priorité à l'ABP se traduira par de plus faibles montants des deux enveloppes mises en réserve et, partant, réduira l'aptitude de la FAD à promouvoir l'intégration régionale en aménageant de grandes liaisons, à entreprendre de nouvelles activités d'intégration systématique de la lutte contre les changements climatiques, ou pour se réengager rapidement dans les pays actuellement sous le coup de sanctions.

Modalités relatives à la Facilité en faveur des États fragiles

- 4.5 Les ressources allouées à la FEF serviront à trois fins, à savoir : i) compléter les allocations normales des pays, au moyen d'un multiple de la moyenne des deux plus grandes ABP des pays dans le cadre du FAD-11 (« Deux plus grandes » (high-2)) ; ii) apurer les arriérés des pays remplissant les conditions requises ; iii) fournir de l'aide ciblée.
- 4.6 Appui supplémentaire (d'appoint). L'une des clés de l'engagement du Fonds dans les États fragiles a été son aptitude à fournir des ressources supplémentaires d'une taille d'environ deux fois celle de l'APB du cycle précédent. En outre, une stratégie de retrait progressif (y compris une réduction graduelle de l'allocation supplémentaire) sera soumise à l'approbation du Conseil d'administration avant la fin de 2010, et elle sera accompagnée d'une évaluation de l'éligibilité de chaque pays. Comme le montre le tableau 1, 405 millions d'UC seraient

requis pour maintenir la multiplication par un facteur d'appoint de 2 pour les pays potentiellement éligibles. Se reporter à l'annexe V pour une explication des actualisations proposées, reflétant le développement de politiques et des institutions, le niveau de revenu et la durée de réengagement. Les plafonds et les seuils du FAD-11 seraient maintenus à 60 millions et 10 millions d'UC respectivement. Grâce à l'utilisation de l'allocation précédente comme base, le lien avec la performance sera également maintenu.

Tableau 1 : Ressources requises pour la multiplication des ressources supplémentaires par un facteur d'appoint de 2

(Millions d'UC)

	2 plus grandes allocations de base du FAD-11 *	Après multiplication par 2	Après actualisation	Final après plafonds/ seuils	Actualisation (à effectuer)
Burundi	44,7	89,5	71,6	60,0	20 %
Rép. centrafricaine	20,7	41,3	33,1	33,1	20 %
Comores	6,3	12,5	10,0	10,0	20 %
Congo, Rép.dém.	211,6	423,2	338,5	60,0	20 %
Côte d'Ivoire	68,3	136,7	109,4	60,0	20 %
Guinée-Bissau	12,7	25,4	15,2	15,2	40 %
Libéria	36,8	73,5	66,2	60,0	10 %
Sierra Leone	34,2	68,5	34,2	34,2	50 %
Togo	32,5	64,9	51,9	51,9	20 %
Zimbabwe**	10,3	20,5	20,5	20,5	0 %
Total	467,7	935,4	730,1	404,9	

Notes : l'actualisation proposée varie entre 10 % et 50 %, selon les paramètres de retrait auxquels satisfait le pays. Voir annexe V. UC = unités de compte

(*) : « 2 plus grandes allocations » (high 2) est la moyenne des deux plus grandes allocations de base du précédent cycle du FAD – après la première étape, tel que décrit à l'annexe IV.

(**) : comme convenu au Cap, une allocation hypothétique est calculée, comme si le Zimbabwe était classé exclusivement FAD

Source: Banque africaine de développement

4.7 Apurement des arriérés. Deux opérations d'apurement des arriérés couronnées de succès (au Togo et en Côte d'Ivoire) ont quasiment épuisé les ressources FAD réservées à cette fin. De ces ressources, 3,19 millions d'UC restent disponibles pour l'apurement des arriérés dus à la BAD. En outre, 49,62 millions d'UC du montant reporté du mécanisme, initialement fournis par la BAD, sont encore disponibles et peuvent servir à apurer les arriérés envers le FAD. Dans la lignée des efforts maximaux entrepris pour améliorer le niveau de ressources générées en interne pour le FAD-12, la direction propose de transférer ces 49,62 millions d'UC de la FEF (pilier II) au profit de la Capacité d'engagement anticipé⁹. A cet effet, une proposition est en cours de préparation pour le Conseil d'administration de la BAD et ce paramètre a déjà été pris en compte dans le calcul du scénario de référence pour la CEA du FAD-12 (voir le document intitulé « Cadre Financier II »).

4.8 Trois pays (Somalie, Soudan et Zimbabwe), relevant actuellement de la catégorie des pays à dette improductive, requerront peut-être un apurement de leurs arriérés durant la période du FAD-12. Les arriérés dus par ces pays à la BAD, qui doivent être couverts par le financement FAD¹⁰, devraient s'élever à 474 millions d'UC d'ici à 2013. Le montant final à financer sur les ressources de la FEF sera fonction : i) de l'échéancier de chaque opération d'apurement des arriérés ; ii) de la part de charge supportée par chaque pays conformément au cadre

⁹ D'après le paragraphe 6.15 du Rapport des plénipotentiaires sur le FAD-11, les plénipotentiaires décideront de l'usage à réserver aux ressources non utilisées de la FEF, dans le cadre des discussions relatives à la reconstitution des ressources du FAD-12.

¹⁰ Les règlements financiers interdisent l'utilisation des fonds de la BAD pour apurer les arriérés envers la BAD ou le recours aux fonds du FAD pour apurer les arriérés dus au FAD.

approuvé par le Conseil d'administration en 2008¹¹ ; et iii) du montant mobilisé grâce aux contributions volontaires des donateurs que le cadre de la FEF peut consentir. Étant donné les diverses probabilités que ces trois pays requièrent un apurement de leurs arriérés pendant la période 2011-2013, la direction estime qu'au moins 404 millions d'UC¹² seront nécessaires à cette fin. L'expérience de l'apurement des arriérés avant la création de la FEF montre que le processus de mobilisation des ressources externes au moment de l'apurement des arriérés peut s'avérer problématique. Aussi est-il préférable de mettre les fonds à disposition dans le pilier II, comme dans le cas du Togo et de la Côte d'Ivoire, afin que l'opération puisse se dérouler harmonieusement.

- 4.9 Aide ciblée. Le troisième pilier de la FEF a bénéficié d'une allocation exceptionnelle prélevée sur le revenu net de la BAD de 60 millions d'UC, soit plus du double des 25 millions d'UC qui lui avaient été affectés durant le FAD-11. Un montant de 70 millions d'UC restait disponible en fin mars 2010, avec un nombre de projets en voie d'approbation. La direction propose en conséquence d'allouer au pilier III de la FEF un montant fixe de 15 millions d'UC à partir des ressources de la FEF mises en réserve.
- 4.10 Ressources totales de la FEF. La direction estime les besoins en ressources de la FEF durant le FAD-12 à 824 millions d'UC (405 + 404 + 15 millions d'UC). Au Cap, les plénipotentiaires ont réaffirmé l'importance qu'ils attachent à l'octroi d'un appui supplémentaire (multiplication par un facteur d'appoint de 2) aux neuf États fragiles, et ils ont également émis la recommandation selon laquelle il convient d'effectuer l'apurement des arriérés (en ce qui concerne en particulier le Zimbabwe) dans le cadre du pilier II de la FEF, au lieu d'isoler séparément les fonds. La prise en compte de ces deux éléments implique une FEF de taille fixe, le pourcentage que cela représente en termes de reconstitution globale variant selon le niveau de reconstitution. Dans le scénario de reconstitution de 50 %, par exemple, 824 millions d'UC représentent 10 % de la reconstitution (voir annexe VIII). Si la FEF doit être limitée à 7,5 % de la reconstitution, comme c'est le cas actuellement, la multiplication se fera par un facteur d'appoint de moins de 2 ou les ressources disponibles aux fins d'apurement des arriérés ne suffiront pas pour couvrir le coût des arriérés.

Modalités relatives aux ressources mises en réserve pour les opérations régionales

- 4.11 Les opérations régionales sont financées par une enveloppe destinée exclusivement à cette fin et par les ABP des États participants. Comme ce fut le cas durant le FAD-11, les allocations-pays serviront à couvrir le tiers des coûts totaux des projets, les deux tiers restants étant financés à même l'enveloppe régionale. Le financement à partir de l'enveloppe régionale continuera de s'effectuer à des conditions (prêts/dons) similaires à celles de l'allocation-pays. Les points clés ci-après sont soulignés :
- Le plafond existant de 10 % sur l'utilisation des allocations-pays pour les pays bénéficiant de « petites allocations », notamment les pays dont les ABP au titre du FAD-12 sont inférieures à 20 millions d'UC, est maintenu. Ce plafond est cumulatif sur la période de reconstitution¹³.
 - Les projets qui contribuent à la promotion des biens publics régionaux peuvent, au cas par cas, continuer d'être financés au moyen de dons et sans contribution provenant des ABP des pays. Pour maintenir un solide lien avec la performance dans le cadre global d'allocation, les biens publics régionaux seront limités à 15 % de l'enveloppe des opérations régionales.
- 4.12 Conformément aux orientations des plénipotentiaires, le lien avec la performance sera renforcé en vue de réaliser la vision de la direction telle que présentée dans le document récapitulatif intitulé « Orientations stratégiques pour le FAD-12 et scénarios indicatifs de prêts », lequel a été examiné au Cap. Des recommandations précises sont proposées aux paragraphes 6.4 à 6.6.

¹¹ Banque Africaine de Développement. 2008. *Stratégie d'engagement accru dans les États fragiles*, ADB/BD/WP/2008/37 (3 Mars)

¹² 100% des arriérés BAD du Zimbabwe et 50% de ceux du Soudan, tels qu'anticipés à fin 2013 – les arriérés FAD seront couverts séparément.

¹³ Pour plus de détails, se reporter au document intitulé *Cadre stratégique et opérationnel pour les opérations régionales*, présenté lors des consultations relatives au FAD-11 tenues à Bamako (septembre 2007).

- 4.13 Guidé par le cadre des opérations régionales, présenté au Cap, la réserve des opérations régionales a été hiérarchisée sur la base des critères ci-après : i) l'alignement stratégique ; ii) les résultats attendus en matière de développement ; iii) la qualité de la mise en œuvre et l'état de préparation à celle-ci ; iv) la viabilité, incluant l'impact sur les changements climatiques ; et v) la collaboration avec les autres partenaires de développement et le cofinancement de ces derniers. En conséquence, la direction propose trois scénarios aux plénipotentiaires et sollicite leurs orientations :
- Option 1 : affectation de 17,5 % des ressources du FAD-12 à l'enveloppe des opérations régionales. Le Fonds axerait ses activités sur l'établissement des liens manquants, de façon à renforcer les liaisons entre les principaux corridors énergétiques, de transport ainsi que des technologies de l'information et des communications, le renforcement des capacités dans un nombre précis de communautés économiques régionales, et l'amélioration des cadres juridiques et réglementaires propices à l'intégration régionale. La réponse aux changements climatiques serait systématiquement intégrée.
 - Option 2 : affectation de 20,0 % des ressources du FAD-12 à l'enveloppe des opérations régionales. Outre ce qui précède, le Fonds élargirait et diversifierait ses activités, pour améliorer davantage les liaisons au sein de chaque sous-région et jeter les bases d'une plus solide intégration économique au niveau régional.
 - Option 3 : affectation de 22,5 % des ressources du FAD-12 à l'enveloppe des opérations régionales. Outre ce qui précède, le Fonds jouerait un plus grand rôle ou un rôle moteur dans les interventions de plus grande taille, et il s'attaquerait plus énergiquement aux défis régionaux et continentaux, notamment les changements climatiques et les « secteurs immatériels » qui sont importants pour améliorer l'intégration régionale.
- 4.14 La direction appuie la mise en réserve, pour les opérations régionales, d'au moins 20 % des ressources du FAD-12, en vue de permettre au Fonds de mieux s'attaquer aux insuffisances de l'intégration régionale en Afrique tout en exploitant l'un de ses avantages comparatifs reconnus.

Modalités concernant la « tranche supérieure » en faveur des garanties pour le secteur privé

- 4.15 Comme souligné dans le document du FAD-12 intitulé « Mobilisation des ressources FAD pour le développement du secteur privé », la Direction propose d'allouer 100 millions d'UC à un nouvel instrument qui sera développé durant le FAD-12 : la Garantie de la première perte au titre du portefeuille. Pour la phase pilote, un capital d'amorçage est requis et pourra être complété, par la suite, par des contributions individuelles de donateurs. Du fait que cette allocation ne soit pas une fonction récurrente du FAD, il est proposé d'allouer ces ressources sur une tranche supérieure, avant la distribution aux ABP et enveloppes dédiées.

Provisions pour imprévus techniques

- 4.16 Afin d'assurer la cohérence avec la méthodologie d'allocation des ressources du FAD-11, des provisions pour aléas techniques de 2 % des contributions des donateurs seront prises en compte¹⁴. Cela se traduit par une allocation oscillant entre 1,4 et 1,6 % des ressources globales, selon la taille de la reconstitution.

¹⁴ Aucune provision pour imprévus ne sera prise en compte pour les ressources internes.

Méthodologie d'allocation

- 4.17 Dans les scénarios qui suivent, l'affectation des ressources du FAD-12 à diverses enveloppes est calculée au moyen des formules ci-après :

Total des ressources du FAD-12	(A) = (1) + (2)
Contribution totale des donateurs (montants souscrits)	(1)
Ressources internes	(2)
Moins déductions initiales	(B) = (3) + (4) + (5)
<i>Imprévus liés aux taux de change</i>	(3) = 1 %*(1)
<i>Imprévus liés à l'accélération</i>	(4) = 1 %*(1)
<i>Garantie de la première perte au titre du portefeuille</i>	(5) = 100 mUC
Total des ressources du FAD-12 disponibles à des fins d'allocation	(C) = (A) – (B)
Facilité en faveur des États fragiles	(6) = X %*(C) ou montant fixe
Enveloppe des opérations régionales	(7) = Y %*(C)
Allocations-pays basées sur la performance	(D) = (C) – (6) – (7)

5. Scénarios d'allocation des Ressources du FAD-12

- 5.1 Cette section présente divers scénarios, dans lesquels la taille de l'enveloppe de la FEF est fixée à 7,5 % du total de la reconstitution du FAD-12. Conformément aux orientations des plénipotentiaires, les scénarios considèrent un éventail de valeurs pour trois variables clés :

- la taille de la reconstitution globale (scénarios envisageant un taux nul d'accroissement réel durant le FAD-11 (« augmentation uniforme »)¹⁵ ainsi que des augmentations de 10 %, 30 %, 50 % et 70 %) ;
- les modalités de la Facilité en faveur des états fragiles : soit un montant fixe de 824 millions d'UC, soit une enveloppe de 7,5% des ressources totales du FAD-12 ; et,
- la taille de l'enveloppe des opérations régionales (scénarios dans lesquels la valeur de l'enveloppe des opérations régionales représente 17,5 %, 20 % et 22,5 % de la reconstitution globale du FAD-12).

Présentation des scénarios

- 5.2 L'annexe VIII contient deux diagrammes récapitulatifs pour chaque niveau de reconstitution. Le premier diagramme présente chaque scénario d'allocation en valeur nominale (millions d'UC), tandis que le deuxième diagramme montre chaque scénario en termes de pourcentage. Une fiche récapitulative détaillée est par ailleurs présentée¹⁶.
- 5.3 Pour illustrer plus clairement les implications de ces scénarios, la présente section montre l'équilibre entre les ressources de l'ABP et les deux enveloppes dédiées, et elle décrit quatre scénarios pour chacun des cinq niveaux types de reconstitution :
- « S 1 » : 25 % des ressources sont allouées aux enveloppes dédiées (17,5 % pour les opérations régionales et 7,5 % pour la FEF) ;
 - « S 2 » : 27,5 % des ressources sont allouées aux enveloppes dédiées (20,0 % pour les opérations régionales et 7,5 % pour la FEF) ;
 - « S 3 » : un montant fixe pour la Facilité en faveur des états fragiles (824 millions d'UC) et une enveloppe régionale de 20,0 % ; et,
 - « S 4 » : un montant fixe pour la Facilité en faveur des états fragiles (824 millions d'UC) et une enveloppe régionale de 22,5 %.

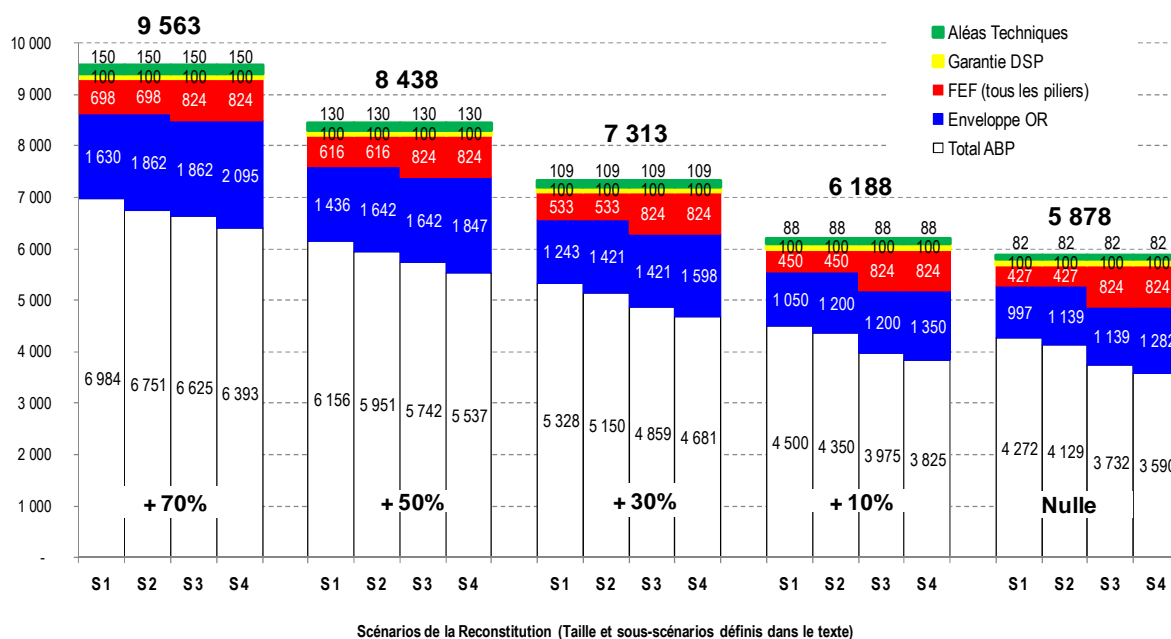
¹⁵ Le taux du scénario d'augmentation uniforme correspond à celui de l'inflation, soit 4,5 %.

¹⁶ Le fichier ayant servi à générer les diagrammes comprend des graphiques pour tous les scénarios et il est disponible sur demande.

5.4 La figure 5 présente une vue d'ensemble des 20 scénarios. Elle illustre les arbitrages entre les ressources mises en réserve et l'ABP aux différents niveaux de reconstitution, et les proportions des enveloppes des opérations régionales. À titre illustratif, dans un scénario d'augmentation 50% « S 3 » (enveloppe des opérations régionales de 20 % et montant fixe pour la FEF), le montant des allocations-pays s'élève à 5,742 milliards d'UC, avec 1,642 milliards d'UC pour les opérations régionales et 824 millions d'UC pour la FEF. Ce scénario permettrait de financer à la fois l'allocation multiple de 2 et les opérations d'apurement des arriérés.

Figure 5 : Aperçu des scénarios de reconstitution

(Millions d'UC)



Notes: FEF = Facilité en faveur des États fragiles ; ABP = allocation basée sur la performance ;
OR = opérations régionales ; DSP = développement du secteur privé

Source: Banque africaine de développement

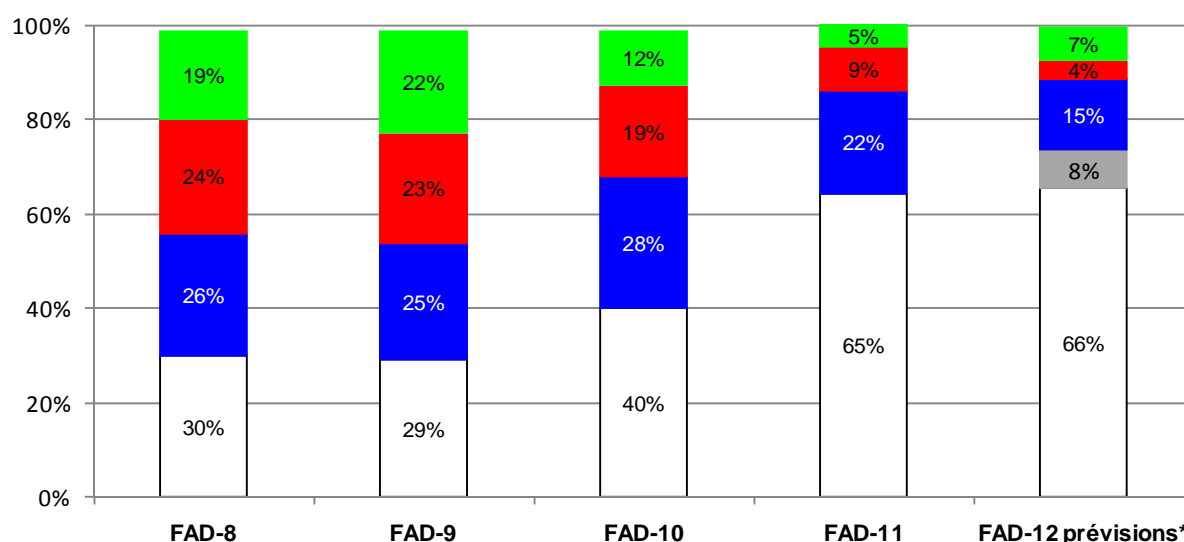
Priorités opérationnelles indicatives

5.5 Les opérations du FAD-12 bâtiront sur et développeront les orientations stratégiques de la Banque, en renforçant la capacité d'exécution et l'expertise sectorielle acquise par l'institution au fil des reconstitutions successives. Afin de se concentrer sur les secteurs où le Fonds peut obtenir les meilleurs résultats, le FAD continuera de se montrer sélectif. La figure 6 montre l'évolution de cette sélectivité d'une reconstitution à l'autre dans le domaine de l'infrastructure, principal levier du Fonds pour le cycle du FAD-12.

5.6 En réponse à la demande des plénipotentiaires, les équipes-pays ont hiérarchisé une réserve d'opérations pour chaque pays et chaque niveau hypothétique de reconstitution. Le programme opérationnel indicatif que montre la figure 7 illustre les orientations sectorielles proposées pour le FAD-12 suivant ces niveaux de reconstitution. Dans la logique du programme opérationnel du FAD-11, une proportion substantielle des ressources du FAD-12 sera consacrée aux infrastructures (72 à 74 %, en incluant les infrastructures agricoles) et à la gouvernance (14 à 17 %). Le gros des ressources destinées aux infrastructures financera des opérations tant nationales que régionales, en particulier l'alimentation en électricité (20 à 22 % de la réserve active totale), les transports (31 à 33 %), ainsi que l'eau (approvisionnement, assainissement et irrigation pour 16 à 18 %). Dans le domaine de la gouvernance, la Banque appuiera une gestion transparente et responsable des ressources publiques au niveau national et régional, essentiellement dans le cadre d'opérations d'appui aux réformes et de projets de consolidation institutionnelle. S'agissant des questions

transversales du FAD-12, 10 à 12 % des ressources cibleront la sécurité alimentaire et environ 20 % toucheront des projets sensibles aux changements climatiques¹⁷. Le Fonds consacrera également une part croissante de ses ressources à la création de conditions favorables au développement d'un secteur privé dynamique, à travers des opérations visant les infrastructures économiques et des programmes dédiés à la bonne gouvernance. La figure 8 illustre la plus grande sélectivité au sein de chaque fenêtre de financement.

Figure 6 : Ventilation sectorielle des ressources du FAD-8 au FAD-12

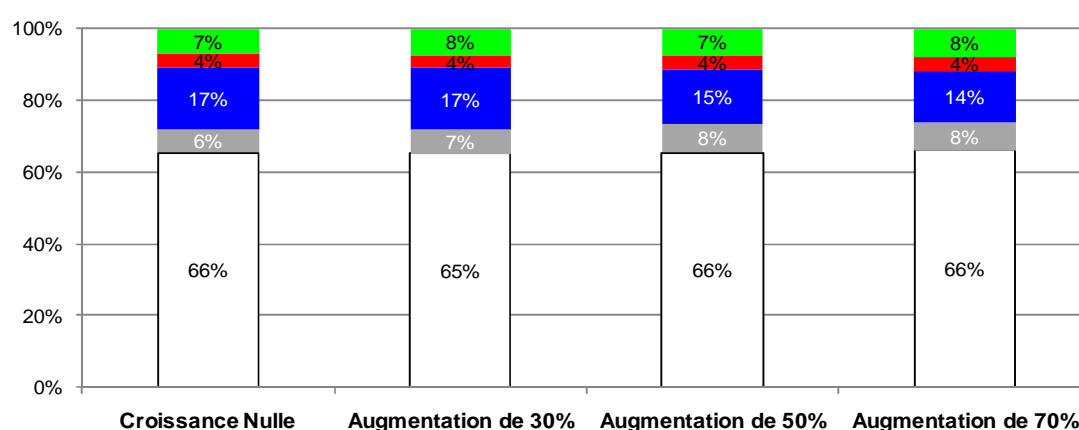


□ Infrastructure ■ Infrastructure en Agriculture ■ Gouvernance ■ Agriculture & Développement Rural ■ Développement Humain

Notes : (*) à des fins d'illustration, le calcul des chiffres se rapportant au FAD-12 prennent pour hypothèse une augmentation de 50 % s et une enveloppe régionale de 20 % - à partir du FAD-12, les projets d'infrastructure agricole sont mis en évidence.

Source : Banque africaine de développement

Figure 7 : Ventilation sectorielle des ressources suivant divers scénarios de reconstitution du FAD-12

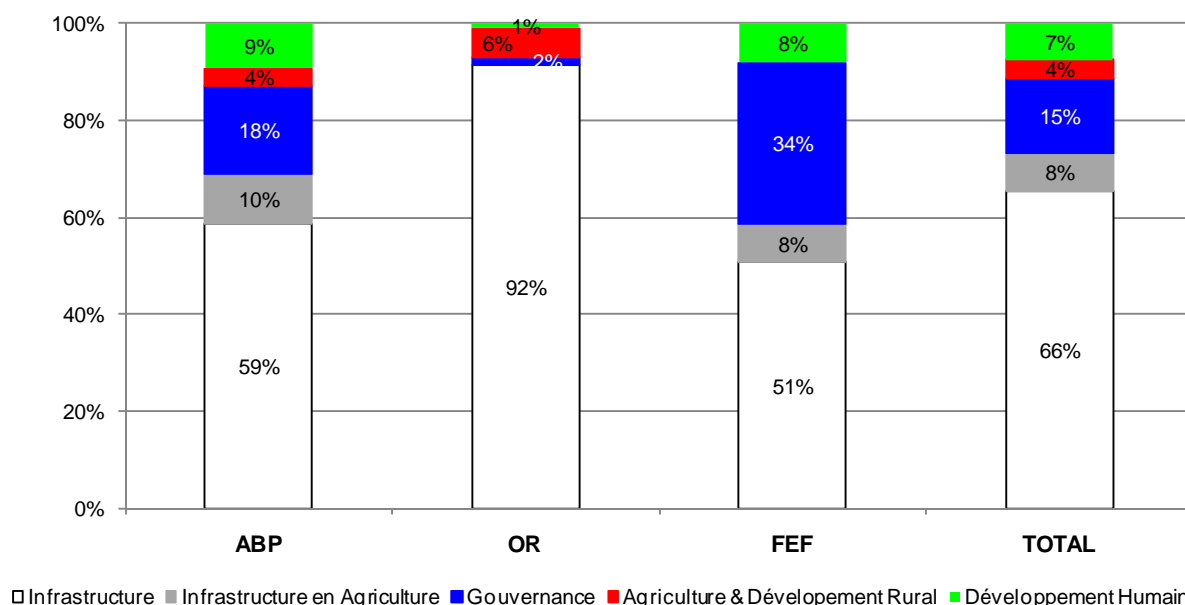


□ Infrastructure ■ Infrastructure en Agriculture ■ Gouvernance ■ Agriculture & Développement Rural ■ Développement Humain

Source : Banque africaine de développement

¹⁷ Le chevauchement tient au fait que les opérations relèvent de plus d'une catégorie.

Figure 8 : Ventilation des opérations du FAD-12 par secteur pour chaque fenêtre de financement



Notes : à des fins d'illustration, le calcul des chiffres se rapportant au FAD-12 prennent pour hypothèse une augmentation de 50 % et une enveloppe régionale de 20 %. FEF = Facilité en faveur des États fragiles ;

ABP = allocation basée sur la performance ; OR = opérations régionales.

Source : Banque africaine de développement

Renforcement du lien avec la performance

- 5.7 Pour le FAD-12, la direction propose de consolider le cadre d'allocation des ressources du FAD-11 en renforçant davantage le lien entre allocations et performance. En limitant les ressources consacrées aux biens publics régionaux (maximum de 15 % de l'enveloppe des opérations régionales) et en maintenant un multiple de 2 pour les allocations supplémentaires du pilier I de la FEF, les ABP directes et diverses allocations liées à l'ABP pourraient atteindre 92 % (figure 2 et paragraphe 3.4). Les paragraphes 6.4 à 6.6. contiennent des propositions précises sur la façon de renforcer le lien entre la performance et les opérations régionales.

6. Propositions Concernant l'allocation des Ressources

- 6.1 La présente section décrit les moyens d'améliorer le système d'affectation des ressources du FAD-12. Après avoir examiné la volatilité des allocations, elle propose des moyens pour renforcer le lien entre la performance et les opérations régionales, affecter des ressources aux pays à financement mixte, et adopter des conditions de prêt différenciées pour les pays à financement mixte et les pays « gap ».

Faire face à la volatilité des allocations : notes de la performance du portefeuille-pays et abattements de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale

- 6.2 Comme l'indique le document intitulé « Questions relatives au régime des pays à financement mixtes et à l'adoption d'une politique de reclassement des pays FAD » qui a fait l'objet d'un examen au Cap, les variations substantielles des notes de la performance du portefeuille-pays (NPPP) d'une année à l'autre demeurent une source de volatilité des allocations-pays du FAD, en dépit des améliorations apportées dans le cadre du FAD-11. La direction a examiné les options pour modifier davantage la mesure et l'application des NPPP en vue de réduire la volatilité, notamment le recours aux moyennes mobiles triennales des NPPP plutôt qu'aux moyennes annuelles. Aucune de ces options n'était satisfaisante. Cet état de choses, combiné avec le fait que l'utilisation des données trimestrielles pour mesurer les NPPP ne remonte qu'à deux ans, amène la direction à conclure qu'il convient d'étudier plus en

profondeur cette question avant de proposer éventuellement d'autres modifications. Un plus grand accent sera mis sur le renforcement de la supervision des projets et l'amélioration de la qualité des notes, et l'évolution de ces dernières sera suivie étroitement. Lors du passage à une méthodologie plus cohérente de notation et de supervision, une certaine volatilité devrait subsister à court terme. La direction fera à nouveau rapport sur la question de la volatilité et formulera au besoin des propositions dans le cadre de la revue à mi-parcours du FAD-12. Le rapport examinera par ailleurs d'autres sources éventuelles de volatilité, comme l'utilisation d'allocations triennales et non annuelles et les modifications apportées au classement du CSD.

- 6.3 De même, la direction est consciente de l'incidence potentielle des abattements de l'IADM sur certaines allocations-pays. Compte tenu des estimations actuelles de coûts, le plus important abattement au titre de l'IADM (au montant d'environ 595 millions d'UC) aura lieu pendant la période du FAD-17 (2026-2028). Les estimations internes de l'impact sur les allocations-pays, effectuées lors de la revue à mi-parcours du FAD-11¹⁸, ont été mises à jour et étendues jusqu'à la période du FAD-19, mais elles ne donnent pas de résultats substantiellement différents. Selon la taille des futures reconstitutions, les abattements et les réallocations auraient une incidence nulle ou positive sur les allocations d'à peu près la moitié de tous les pays FAD, et les allocations d'un autre quart de pays diminueraient d'un taux atteignant 10 %. Une minorité de pays pourraient connaître une réduction de leurs allocations d'entre 10 et 30 %, et seule une poignée de pays pourraient voir leurs allocations baisser de plus de 30 %. Il convient de se rappeler que tous les abattements sur l'allègement de dette au titre de l'IADM effectués à même les allocations-pays sont réaffectés aux autres pays africains, ce qui permet de s'assurer que tous les pays exclusivement FAD tirent parti de l'IADM. La direction ne propose pas de modifier le mécanisme d'abattement pour le moment, mais elle continuera de suivre de près les allocations et se penchera sur cette question avec les autres banques multilatérales de développement dans le cadre des activités du groupe de travail technique sur les ABP.

Renforcement du lien entre la performance et les opérations régionales

- 6.4 Durant le FAD-12, le Fonds adoptera des indicateurs pour mesurer les effets des opérations régionales sur l'intégration régionale. Au Cap, la direction a proposé un processus renforcé à double étape de sélection et de hiérarchisation pour les opérations régionales. La première étape consiste à élaborer des Documents de stratégie d'intégration régionale, contenant notamment une réserve recommandée d'opérations. La deuxième étape consiste à classer et à hiérarchiser les opérations ainsi qu'à établir leur ordre d'exécution, sur la base de quatre critères dont la qualité, le cofinancement par d'autres partenaires de développement et les résultats attendus en matière de développement¹⁹. En réponse à la demande des plénipotentiaires de voir renforcé le lien avec la performance, la Direction propose un élément additionnel : dans le cadre de ce processus, une fiche de résultats des projets sera établie pour faciliter la comparaison et le classement des opérations envisagées. La fiche de résultats sera élaborée pour chaque opération proposée et comprendra les indicateurs ci-après :

- les notes EPIP pondérées des pays participants ;
- les mesures de la qualité en amont des projets ;
- les mesures de la performance des pays participants dans les opérations régionales précédentes et en cours ;
- l'engagement des pays en faveur de l'intégration régionale ; et
- l'adoption et la mise en œuvre de réformes par les pays pour appuyer l'intégration régionale.

¹⁸ Se reporter au document de la revue à mi-parcours du FAD-11 intitulé *Allocation des ressources du FAD-11*, octobre 2009

¹⁹ Consultations relatives au FAD-12, Le Cap, *Propositions de modification du Cadre des opérations régionales*, février 2010.

- 6.5 L'amélioration du classement des opérations proposées aux fins de sélection et de hiérarchisation sera proportionnelle à celle de la note obtenue au total et sur chacun des indicateurs. Les détails du processus renforcé de sélection et de hiérarchisation et le système de notation seront élaborés conjointement par le Département de l'intégration régionale, le Département de la recherche (sur la base des enseignements et de l'expérience de l'outil d'évaluation ex ante des opérations du secteur privé), et le Département des résultats et du contrôle de la qualité. La direction s'engage à proposer un document-cadre au Conseil d'administration d'ici à la fin de 2010 et à lancer une version expérimentale de l'outil de notation au début de 2011.
- 6.6 Le processus renforcé de sélection et le système de notation consolideront le lien entre les opérations régionales et la performance, en particulier grâce à l'inclusion des notes EPIP et des notes de la performance actuelle et antérieure. La priorité sera accordée aux opérations régionales de qualité dans lesquelles interviennent des pays performants et/ou d'autres pays ayant de solides antécédents en matière d'exécution de projets d'intégration régionale et d'engagement en faveur de ceux-ci.

Ressources destinées aux pays à financement mixte

- 6.7 Le montant des financements FAD mis à la disposition des pays à financement mixte est actuellement plafonné à 5 % des ressources allouées aux pays à l'aide du système d'ABP. À l'intérieur de cette enveloppe, les ressources sont affectées à chaque pays à financement mixte suivant la formule d'ABP. Les pays à financement mixte reçoivent des financements aux mêmes conditions que les pays exclusivement FAD, soit 50 ans d'échéance, dix ans de différé d'amortissement, 0,75 % par an de frais de gestion et 0,5 % par an de commission d'engagement sur la portion non décaissée.
- 6.8 Dans le document de la revue à mi-parcours du FAD-11 intitulé « Questions relatives au régime des pays à financement mixte et à l'adoption d'une politique de reclassement des pays FAD », la direction a formulé deux propositions : i) remplacer le plafond global par des plafonds propres aux pays et ii) appliquer des conditions différenciées de financement aux différentes catégories de pays. Ces modifications permettraient au FAD de mieux adapter son action à un éventail de réalités nationales et d'aligner plus étroitement sa politique sur celle de l'Association internationale de développement (IDA). La plupart des plénipotentiaires ont réagi favorablement à ces propositions, quelques-uns insistant sur le maintien des plafonds afin de garantir l'affectation du gros des ressources FAD aux pays exclusivement FAD.
- 6.9 Depuis la revue à mi-parcours du FAD-11, le Cap-Vert a accédé au statut de pays à financement mixte, en devenant éligible aux prêts de la BAD. L'Angola pourrait en faire autant bientôt.

Détermination de plafonds propres aux pays sur les ressources FAD destinées aux pays à financement mixte

- 6.10 Il existe plusieurs façons de déterminer les plafonds applicables aux pays à financement mixte. En ce qui concerne les systèmes des autres banques multilatérales de développement, l'IDA applique des plafonds à certains pays à financement mixte fortement peuplés, dans les cas où l'octroi à ces pays du montant intégral de leur ABP les amènerait à absorber une part substantielle de l'enveloppe IDA aux dépens des autres bénéficiaires. C'est ainsi que pour l'IDA-15, l'allocation de l'Inde a été plafonnée à 11 % des ressources ABP et celle du Pakistan à 7 %. Le Fonds asiatique de développement impose lui aussi des plafonds aux emprunteurs à financement mixte : tout pays à financement mixte dont l'ABP est supérieure à 14 % des ressources affectables ne reçoit que la moitié du montant qui dépasse ce seuil²⁰. Cette politique touche actuellement le Bangladesh, le Pakistan et le Viet Nam.
- 6.11 La direction estime que le mécanisme retenu doit être facile à comprendre et à appliquer. Il doit disposer de la latitude requise pour répondre aux besoins des pays qui deviendront éligibles au financement mixte au cours des prochaines années, et veiller à ce que l'essentiel des ressources du FAD continue à être affecté aux pays exclusivement FAD. Après avoir

²⁰ À titre illustratif, un pays à financement mixte du Fonds asiatique de développement ayant une part d'ABP normale de 16 % ne reçoit que 15 %, contre 17 % pour un pays à financement mixte dont la part d'ABP normale est de 20 %.

examiné un nombre d'options (annexe VI), la direction propose d'octroyer à tous les pays à financement mixte la moitié de leur ABP. Cette mesure simple permettrait d'affecter à chaque pays à financement mixte 50 % de ce qu'il aurait reçu s'il était un pays exclusivement FAD, sous réserve d'une allocation minimale de 5 millions d'UC qui s'applique à tous les pays FAD éligibles. L'allocation minimale protège des petits pays comme le Cap-Vert et São Tomé-et-Principe.

- 6.12 Ce mécanisme présente en outre l'avantage d'être basé sur la performance : parce qu'il utilise les ABP, le lien entre allocations et performance est préservé. Pour cette raison, l'équilibre entre les ressources allouées à l'aide du système d'ABP et celles affectées par le biais des enveloppes mises en réserve ne changera pas. Parallèlement, étant donné la règle selon laquelle un pays FAD ne peut à lui seul bénéficier de plus de 10 % des ressources affectables à la première étape d'allocation, aucun pays à financement mixte ne recevra plus de 5 % à cette étape²¹. Si ce mécanisme avait été appliqué durant le FAD-11, les pays à financement mixte que sont le Cap-Vert et le Nigéria auraient reçu 5,83 % des ressources ABP du FAD-11, soit une allocation de 233,13 millions d'UC, contre 94,17 % pour les pays exclusivement FAD. Ces allocations sont très similaires à celles qui ont effectivement été affectées, dans la mesure où le Cap-Vert et le Nigéria ont bénéficié d'allocations totales au titre du FAD-11 de 219 millions d'UC (5,48 %²²). À mesure de l'augmentation du nombre de pays à financement mixte, le pourcentage des ressources ABP du FAD affectées à ces pays s'accroîtra naturellement.

Conditions de prêt différenciées du Fonds africain de développement²³

- 6.13 La politique de crédit²⁴ de la BAD stipule que le Groupe de la Banque doit recourir aux critères de classement de la Banque mondiale pour déterminer si les pays sont exclusivement BAD, exclusivement FAD ou à financement mixte. Ces critères de classement ont trait au RNB par habitant et à la solvabilité requise par le pays pour soutenir les financements non concessionnels²⁵. Comme l'explique le document de la revue à mi-parcours du FAD-11 intitulé « Questions relatives au régime des pays à financement mixte et à l'adoption d'une politique de reclassement des pays FAD », l'IDA utilise actuellement les catégories de pays ci-après, dont chacune est soumise à des conditions de prêt différentes (voir annexe VII pour une explication plus détaillée) :

- **Les pays exclusivement IDA** sont ceux dont le revenu est inférieur au seuil et qui ne sont pas solvables. Ils sont éligibles aux conditions normales de l'IDA : échéance de 40 ans, différé d'amortissement de dix ans, frais de gestion de 75 points de base et concessionnalité de 60 %²⁶.
- **Les pays à financement mixte** sont les pays situés en deçà du seuil et qui sont solvables (Inde et Pakistan par exemple). Ils sont éligibles aux ressources de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'IDA, sous réserve d'un plafond et de conditions mixtes : échéance de 35 ans, différé d'amortissement de dix ans, frais de gestion de 75 points de base et concessionnalité de 57 %.

²¹ Le terme « première étape d'allocation » renvoie à l'opération d'affectation effectuée avant la réallocation de l'actualisation sur le volume des dons liée à la performance, et avant l'abattement sur l'allègement de dette au titre de l'IADM et sa réallocation. Ces étapes subséquentes peuvent faire en sorte que l'allocation finale dépasse 10 %/5 %.

²² Ce taux est supérieur au plafond de 5 % parce que le Cap-Vert a été exceptionnellement autorisé à retenir le montant intégral de son allocation du FAD-11, en attendant l'adoption par la Banque d'une politique de reclassement.

²³ La présente sous-section traite uniquement des prêts FAD/IDA, lesquels sont consentis aux pays exclusivement FAD/IDA ayant un risque modéré ou faible de surendettement (pays « feu jaune » ou « feu vert »), et non des dons.

²⁴ Cf. note de page 2

²⁵ Le seuil opérationnel d'éligibilité à l'IDA pour l'exercice 10 (juillet 2009 à juin 2010) est un RNB par habitant de 1 135 dollars en 2008, calculé suivant la méthode Atlas. Un pays est reclassé lorsque son revenu par habitant est supérieur au seuil pendant deux années consécutives. Le personnel de la Banque mondiale détermine les notes (le risque) de solvabilité de chaque pays, en se servant de données quantitatives et qualitatives.

²⁶ L'IDA calcule les niveaux de concessionnalité en se servant des profils de décaissement et de remboursement des prêts IDA, des caractéristiques des prêts mentionnées et d'un taux d'actualisation constant de 6 %. La BAD recourt à la même méthodologie pour calculer les niveaux de concessionnalité, en utilisant le niveau courant de décaissement du FAD (intégré dans tous les modèles de prévision du FAD) et une actualisation de 6 %.

- **Les pays dits « gap »** sont les pays situés au-dessus du seuil et qui ne sont pas solvables (par exemple l'Angola et la République du Congo). Ils ne sont pas admis à bénéficier des ressources de la BIRD, mais ils sont éligibles aux ressources²⁷ de l'IDA à des conditions durcies : échéance de 20 ans, différé d'amortissement de dix ans, frais de gestion de 75 points de base et concessionnalité de 40 %.
 - **Les pays BIRD** sont les pays situés au-dessus du seuil et qui sont solvables. Ils sont éligibles uniquement aux ressources de la BIRD. Les deux exceptions sont i) les pays reclassés, qui sont éligibles aux ressources de l'IDA à des conditions mixtes pendant une période de retrait progressif de deux à cinq ans, et ii) les petites économies insulaires, qui restent éligibles aux ressources de l'IDA à des conditions mixtes, même après leur reclassement.
- 6.14 Le Fonds asiatique de développement applique les mêmes conditions de prêt à la fois aux pays exclusivement Fonds asiatique de développement et aux pays à financement mixte. Les prêts-projets sont assortis d'une échéance de 32 ans, d'un différé d'amortissement de huit ans, d'une commission d'engagement nulle et d'intérêts de 1 % durant le différé d'amortissement et de 1,5 % pendant la période d'amortissement. Les prêts-programmes sont assortis de conditions quasi similaires, l'échéance étant toutefois de 24 ans. Le niveau de concessionnalité varie donc entre 43 et 49 %.²⁸
- 6.15 La direction de l'IDA a récemment proposé d'endurcir ses conditions mixtes avec un niveau de concessionnalité fixé à 35 %, en ramenant l'échéance du prêt à 25 ans et le différé d'amortissement à cinq ans, et en adoptant un taux d'intérêt de 1,25 %. Ces conditions mixtes révisées s'appliqueraient à la fois aux pays à financement mixte et aux pays « gap », ce qui reviendrait effectivement à fusionner les deux catégories²⁹. Cette proposition a été examinée lors de la première réunion relative à la reconstitution des ressources de l'IDA-16 tenue en mars 2010, où elle a reçu l'appui manifeste de la plupart des plénipotentiaires de l'IDA. En attendant des consultations et des discussions supplémentaires, les conditions adoptées au bout du compte par les plénipotentiaires de l'IDA s'appliqueront à compter du début de la période de l'IDA-16 (1^{er} juillet 2011).
- 6.16 Le FAD applique ses conditions normales à tous les pays FAD éligibles, tel que décrit au paragraphe 6.7. À 66 %, ces conditions sont très concessionnelles. La seule distinction qu'établit le FAD entre les catégories de pays est que le montant global mis à la disposition des pays à financement mixte est limité à 5 % de l'ensemble des ressources ABP. Le FAD applique donc des conditions de financement non différenciées à ses emprunteurs, en dépit du fait que ces pays présentent une diversité de caractéristiques et de situations du point de vue du revenu et du niveau de développement, des perspectives économiques et de l'accès aux marchés financiers. L'adoption de la formule de classement des pays utilisée par l'IDA et de conditions de prêt différenciées se traduirait par la séparation des pays exclusivement FAD dont le revenu est supérieur au seuil opérationnel (pays « gap ») et l'application de conditions moins concessionnelles aux pays à financement mixte et aux pays « gap ». Cette politique serait mieux adaptée au niveau de développement de ces pays (c'est-à-dire à leur revenu et solvabilité) que le système actuel³⁰. Elle améliorerait par ailleurs l'harmonisation avec les autres banques multilatérales de développement et l'alignement sur celles-ci, réduisant ainsi la variation dans le traitement de pays bénéficiaires similaires ou identiques, tout en renforçant l'efficacité de l'aide.

²⁷ Le terme « ressources » renvoie uniquement aux prêts IDA ici. Les pays IDA de catégorie « gap » ne sont pas éligibles aux dons, peu importe leur risque de surendettement.

²⁸ *A Review of IDA's Long-Term Financial Capacity and Financial Instruments* [Examen de la capacité financière à long terme et des instruments financiers de l'IDA], document élaboré en vue de la première réunion relative à la reconstitution des ressources de l'IDA-16, février 2010. Page 19.

²⁹ *A Review of IDA's Long-Term Financial Capacity and Financial Instruments* [Examen de la capacité financière à long terme et des instruments financiers de l'IDA], document élaboré en vue de la première réunion relative à la reconstitution des ressources de l'IDA-16, février 2010.

³⁰ Il pourrait exister des tensions si un pays « gap » ou un pays à financement mixte court actuellement un risque modéré ou élevé de surendettement et est, de ce fait, éligible aux dons FAD. Il faudrait tenir compte de considérations relatives à la soutenabilité de la dette lors de l'élaboration du programme de prêt.

- 6.17 L'application de conditions moins concessionnelles aux pays possédant la capacité de remboursement requise (telle que confirmée par leur niveau de revenu et/ou accès aux marchés financiers) permettrait en outre de renforcer la capacité financière à long terme du FAD d'engager de nouvelles ressources au profit des pays à faible revenu à des fins de développement, car les remboursements de prêts augmenteraient. Il est possible de varier un nombre de paramètres relatifs aux conditions de prêt (échéance, différé d'amortissement, commissions et taux d'intérêt) pour arriver au niveau souhaité de concessionnalité.
- 6.18 La direction propose d'affiner le classement actuel des pays en trois catégories, en séparant les pays de la catégorie « exclusivement FAD » dont le revenu est supérieur au seuil opérationnel, comme le fait la Banque mondiale (pays « gap »). Ce classement jetterait la base de l'application de conditions différenciées de prêt FAD aux pays à financement mixte, aux pays « gap » et aux pays reclassés (tableau 2).

Tableau 2 : Classement proposé des pays du Groupe de la Banque africaine de développement

Solvabilité requise pour soutenir le financement de la BIRD			
		Non	Oui
Revenu par habitant supérieur au seuil opérationnel de l'IDA durant plus de 2 années consécutives	Non	Pays en deçà du seuil et non solvables : pays exclusivement FAD, aux conditions normales du FAD	Pays en deçà du seuil et solvables (Nigéria par ex.) : éligibles aux ressources BAD et aux ressources FAD, sous réserve d'un plafond et à des conditions mixtes
	Oui	Pays au-dessus du seuil et non solvables (Angola et République du Congo par ex.) : les <u>pays « gap »</u> ne sont pas admis à bénéficier des ressources BAD, mais ils sont éligibles aux ressources FAD à des conditions mixtes	Pays au-dessus du seuil et solvables: Uniquement éligibles aux ressources BAD. Exceptionnellement, les <u>pays reclassés</u> comme le Cap-Vert sont éligibles aux ressources FAD à des conditions mixtes durant une période de retrait progressif de 2 à 5 ans

Notes : la politique de crédit de la BAD stipule que la formule de classement des pays de la Banque mondiale soit suivie, d'où les renvois au financement de la BIRD et au seuil opérationnel de l'IDA. IDA = Association internationale de développement ; BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Source : Banque africaine de développement.

- 6.19 La direction propose en outre de songer à différencier les conditions de financement applicables aux pays à financement mixte et aux pays « gap », ce qui permettra d'obtenir un niveau de concessionnalité mieux en rapport avec la situation et l'environnement financiers de ces pays. Ces conditions seraient approuvées par le Conseil d'administration du FAD dans le cadre du document sur la politique financière du FAD habituellement élaboré à l'issue des discussions sur la reconstitution et elles s'appliqueraient à tous les nouveaux prêts accordés au titre du FAD-12 et au-delà. L'octroi de crédits mixtes assortis d'une échéance réduite à 30 ans, d'un différé d'amortissement de huit ans et d'un taux d'intérêt de 1 % se traduirait par un niveau de concessionnalité de 41 % et serait en harmonie avec les conditions appliquées par le Fonds asiatique de développement³¹. Une autre solution consisterait à adopter des conditions très similaires aux conditions mixtes révisées qui ont été présentées récemment aux plénipotentiaires de l'IDA pour la période de l'IDA-16 : échéance de 25 ans, différé d'amortissement de cinq ans et taux d'intérêt de 1 %³². Il en résulterait un niveau de concessionnalité de 36 %³³.

³¹ En tenant pour acquis des taux de remboursement du principal de 3 % par an entre la neuvième et la 19^e années et de 6,1 % par an de la 20^e à la 30^e années, des frais de gestion de 75 points de base et une commission d'engagement de 50 points de base. Si aucun intérêt n'était facturé, le niveau de concessionnalité s'établirait à 51 %.

³² L'IDA a proposé un taux d'intérêt de 1,25 %.

³³ En tenant pour acquis des taux de remboursement du principal de 3,3 % par an entre la sixième et la 15^e années et de 6,7 % par an de la 16^e à la 25^e années, des frais de gestion de 75 points de base et une commission d'engagement de 50 points de base. Si aucun intérêt n'était facturé, le niveau de concessionnalité s'établirait à 45 %.

- 6.20 La direction sollicite les vues des plénipotentiaires sur la première option, à savoir celle de l'octroi aux pays à financement mixte et aux pays « gap » de prêts FAD assortis d'une échéance de 30 ans, d'un différé d'amortissement de huit ans et d'un taux d'intérêt de 1 %. Ces conditions s'appliqueraient à compter de la date d'entrée en vigueur du FAD-12 (2011).
- 6.21 Suivant la classification proposée au tableau 2, durant le FAD-12, les conditions mixtes s'appliqueraient aux pays à financement mixte que sont le Cap-Vert, le Nigéria et le Zimbabwe, aux pays « gap » que sont l'Angola et la République du Congo, et à tout autre pays qui accède au statut de pays à financement mixte ou dont le revenu par habitant est supérieur au seuil opérationnel pendant deux années consécutives³⁴.
- 6.22 Les effets positifs sur la capacité d'engagement du FAD ne seraient ressentis qu'à plus long terme : le volume des emprunts de ces pays est relativement modeste par rapport au total des remboursements et n'influerait donc pas sensiblement sur la capacité d'engagement anticipé à court et à moyen terme. À long terme toutefois, de plus brefs échéances et différés d'amortissement accroîtront les remboursements, et le taux d'intérêt générera un certain revenu. L'impact sur la capacité d'engagement anticipé s'accroîtra proportionnellement à l'augmentation du volume des emprunts des pays à financement mixte, avec l'accroissement du nombre de ceux-ci.

7. Politique Proposée de Reclassement des Pays du Fonds Africain de Développement

- 7.1 Le reclassement renvoie au processus par lequel un pays exclusivement FAD passe au statut de pays exclusivement BAD³⁵ ou au processus par lequel un pays BAD cesse d'être éligible aux prêts BAD. Le présent document ne s'intéresse qu'au premier type de reclassement. Le Groupe de la Banque ne dispose pas actuellement d'une politique de reclassement permettant d'accompagner les pays FAD lors de leur passage au statut de pays BAD. À présent que le Cap-Vert s'est engagé dans ce processus en accédant au statut de pays à financement mixte, et que l'Angola et éventuellement d'autres se préparent à en faire autant³⁶, il y a lieu d'adopter une telle politique. La direction a l'intention de proposer au Conseil d'administration une politique de reclassement comportant les éléments décrits dans la présente section³⁷. Les plénipotentiaires sont priés de donner des orientations pour guider l'élaboration d'une proposition plus détaillée.
- 7.2 Le premier élément de la politique proposée de reclassement concernera la politique de crédit de la BAD, qui continuera de s'appliquer. Les pays seraient classés comme étant éligibles uniquement aux ressources FAD, à une combinaison de ressources FAD et BAD, ou uniquement aux ressources BAD, sur la base de deux critères : i) le revenu par habitant et ii) la solvabilité eu égard aux financements non concessionnels, telle que déterminée par la Banque mondiale. Le processus de reclassement pourrait démarrer dès qu'un pays FAD remplit les critères tant de revenu que de solvabilité.
- 7.3 Un deuxième élément est la durée et les modalités du processus de reclassement qui devraient varier d'un pays à l'autre et être adaptées à chaque contexte. Plusieurs scénarios pourraient s'appliquer :
- un pays exclusivement FAD dont la croissance du niveau de revenu est allée de pair avec celle de la solvabilité ;

³⁴ À l'instar de l'Angola, du Cap-Vert, de la République du Congo et du Nigéria, le Cameroun avait, en 2008, un revenu par habitant supérieur au seuil opérationnel. Djibouti, le Lesotho et le Soudan étaient à peine en deçà du seuil.

³⁵ Pour certains pays, cette transition couvre la période pendant laquelle ils ont le statut de pays à financement mixte.

³⁶ Le revenu par habitant de la République du Congo a été supérieur au seuil opérationnel pendant deux années consécutives, ce qui en fait un pays « gap ». Si la solvabilité du pays s'améliore nettement, il peut commencer à passer au statut de pays éligible aux prêts BAD. Le Nigéria est déjà un pays à financement mixte et son revenu par habitant a été supérieur au seuil opérationnel pendant un an. En cas de maintien de son niveau de revenu au-dessus du seuil et d'amélioration de sa solvabilité, il peut lui aussi engager le processus de reclassement.

³⁷ La politique couvrira les deux types de reclassement. Le présent document ne traite que des éléments de la politique qui se rapportent aux pays FAD.

- un pays « gap » (qui n'était pas suffisamment solvable mais dont le niveau de revenu dépassait le seuil opérationnel) devenu solvable ; ou
- un pays à financement mixte (qui était solvable mais affichait un niveau de revenu inférieur au seuil) dont le niveau de revenu s'est accru pour s'établir au-dessus du seuil.

7.4 Troisièmement, la politique doit contenir des propositions concernant le retrait graduel des ressources FAD et la mise en place progressive des ressources BAD. Le retrait graduel devrait se dérouler sur une période de deux à cinq ans ou sur un ou deux cycles du FAD, à compter de la date où le pays a rempli les conditions tant de revenu que de solvabilité. Le maintien de l'éligibilité des pays aux ressources FAD et l'allocation de celles-ci seraient déterminés pour chaque nouvelle période du FAD. Les modalités relatives au retrait progressif et à la mise en place graduelle pourraient consister à déterminer la durée en nombre d'années du retrait graduel, à réduire progressivement l'allocation FAD en conséquence, et à octroyer aux pays des ressources BAD équivalant à la réduction (tableau 3³⁸). Ce système, ainsi que celui de l'IDA, s'efforce de maintenir plus ou moins stable le montant global des ressources du Groupe de la Banque affectées aux pays, afin d'éviter les chocs ou une transition difficile. Le montant réel du financement BAD serait fonction de la demande du pays pour de telles ressources.

Tableau 3 : Proposition relative au retrait progressif des ressources FAD et à la mise en place graduelle des ressources BAD pour les pays reclassés

Année	Allocation FAD	Fonds BAD octroyés
1 ^{re} année	100 %	-
2 ^e année	75 %	25 %
3 ^e année	50 %	50 %
4 ^e année	25 %	75 %
À partir de la 5 ^e année	-	100 %

- 7.5 Quatrièmement, il convient d'élaborer, en général dans le cadre du Document de stratégie-pays, un programme de reclassement prévoyant le retrait progressif susmentionné des ressources FAD, la mise en place graduelle des prêts BAD et un dialogue spécial sur la politique, des études économiques et sectorielles, ainsi que la fourniture de conseils, de l'expertise et de l'assistance technique ayant trait aux questions de transition. Le programme de reclassement doit être adapté aux besoins et à la situation des pays et tenir compte du contexte du reclassement. À titre d'exemple, un pays dont le reclassement est suscité par de judicieuses politiques durables et une croissance économique équilibrée aurait des besoins différents de ceux d'un pays dont le niveau de revenu et la solvabilité se sont améliorés rapidement après la découverte et la mise en valeur des ressources naturelles.
- 7.6 Cinquièmement, compte tenu de l'accès élargi des pays reclassés aux marchés financiers, le guichet secteur privé du Groupe de la Banque assumerait un plus grand rôle dans la mobilisation et la stimulation des flux de capitaux privés, en offrant des conseils et de l'expertise en matière de développement des marchés financiers (nationaux), et en améliorant l'environnement des affaires.

³⁸ Le tableau décrit un système à quatre étapes ; il est également possible que le système fonctionne en trois étapes de 100 %, 67 %, 33 %, etc.

8. Conclusion et Recommandations

- 8.1 Le présent document a décrit un cadre proposé d'allocation pour le cycle du FAD-12. Il a réaffirmé le rôle du système d'ABP en tant que mécanisme central d'allocation des ressources du FAD, énoncé les modalités relatives aux deux enveloppes thématiques mises en réserve, présenté un nombre de scénarios de reconstitution et d'allocation, formulé des propositions concernant les ressources destinées aux pays à financement mixte et les conditions de prêt différenciées, et esquissé les éléments d'une politique de reclassement des pays FAD.
- 8.2 La direction demande aux plénipotentiaires de bien vouloir donner des orientations sur les propositions ci-après :
- Fournir à la FEF des ressources suffisantes pour permettre un multiple de 2 pour l'allocation supplémentaire des pays éligibles et assurer que le Fonds puisse se réengager rapidement en ayant suffisamment de ressources pour des éventuelles opérations d'apurement des arriérés ; ces ressources constitueraient donc un montant fixe égal à 824 millions d'UC de la reconstitution du FAD ;
 - prescrire une augmentation à 20 % de la part de l'enveloppe des opérations régionales;
 - renforcer les liens entre les opérations régionales et la performance en élaborant une fiche de résultats des projets dans le cadre du processus renforcé de sélection et de hiérarchisation ;
 - allouer 100 millions d'UC à la Garantie de la première perte au titre du portefeuille, avant la distribution au prorata des ressources de l'ABP et des enveloppes dédiées ;
 - limiter les ressources FAD affectées aux pays à financement mixte, en leur octroyant la moitié de leurs ABP ;
 - affiner le classement existant des pays en trois catégories, en séparant les pays de la catégorie « exclusivement FAD » dont le revenu est supérieur au seuil opérationnel (pays « gap ») ;
 - appliquer des conditions différenciées de prêt aux pays à financement mixte et dits « gap », ainsi qu'aux pays reclassés ; et
 - élaborer et présenter au Conseil d'administration, une politique de reclassement des pays FAD comprenant les éléments décrits à la section 7.

Annexe I : Classement des pays membres régionaux

A. Pays éligibles uniquement aux ressources FAD*

Angola
Bénin
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
République centrafricaine
Tchad
Comores
Congo, République démocratique du
Congo, République du
Côte d'Ivoire
Djibouti
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Mozambique
Niger
Rwanda
São Tomé-et-Principe
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Tanzanie
Togo
Ouganda
Zambie

B. Pays éligibles à une combinaison de ressources BAD et FAD

Cap-Vert
Nigéria
Zimbabwe

C. Pays éligibles uniquement aux ressources BAD

Algérie
Botswana
Égypte
Guinée équatoriale
Gabon
Libye**
Maurice
Maroc
Namibie
Seychelles
Afrique du Sud
Swaziland
Tunisie

Note: FAD = Fonds africain de développement ; ADB = Banque africaine de développement

* Sauf prêts d'un montant limité de la BAD en faveur des projets-enclaves et des projets du secteur privé

** La Libye est un pays membre non emprunteur.

Annexe II : État des souscriptions du Fonds africain de développement et des paiements reçus au 22 avril 2010, en unités de compte

	Pays Participants	Contributions de base en UC	Paiements reçus en UC	Paiements restants dus en UC	Totale des souscriptions assorties de reserve en UC
1	Austriche	86,545,325	57,994,290	28,551,035	-
2	Belgique	66,863,048	44,610,992	22,252,056	32,119,914
3	Bresil	6,557,936	-	6,557,936	6,557,936
4	Canada	184,878,368	123,252,245	61,626,123	89,098,537
5	Chine	79,900,950	79,900,950	-	-
6	Danemark	44,333,039	44,333,039	-	-
7	Finlande	89,221,984	89,221,984	-	-
8	France	347,115,130	347,115,130	-	-
9	Allemagne	400,000,000	400,000,000	-	-
10	Inde	6,434,447	4,289,631	2,144,816	-
11	Italie ¹	-	-	-	-
12	Japon	261,438,952	174,292,635	87,146,317	-
13	Coree	32,474,255	21,649,504	10,824,752	-
14	Koweït	6,656,705	6,656,705	-	-
15	Pays6bas	201,061,742	201,061,742	-	-
16	Norvege	167,029,492	167,029,492	-	-
17	Portugal	29,621,699	29,621,699	-	-
18	Arabie Saoudite	16,394,840	16,394,840	-	-
19	Afrique Du Sud	6,223,941	4,149,294	2,074,647	-
20	Espagne	110,938,734	110,938,734	-	-
21	Suède	160,994,400	107,329,600	53,664,800	-
22	Suisse	91,186,540	60,791,026	30,395,514	-
23	Royaume-Uni	547,150,749	364,767,166	182,383,583	-
24	Etats-Unis D'amérique	306,944,199	98,369,041	208,575,157	208,575,157
	Total	3,249,966,473	2,553,769,738	696,196,735	336,351,545

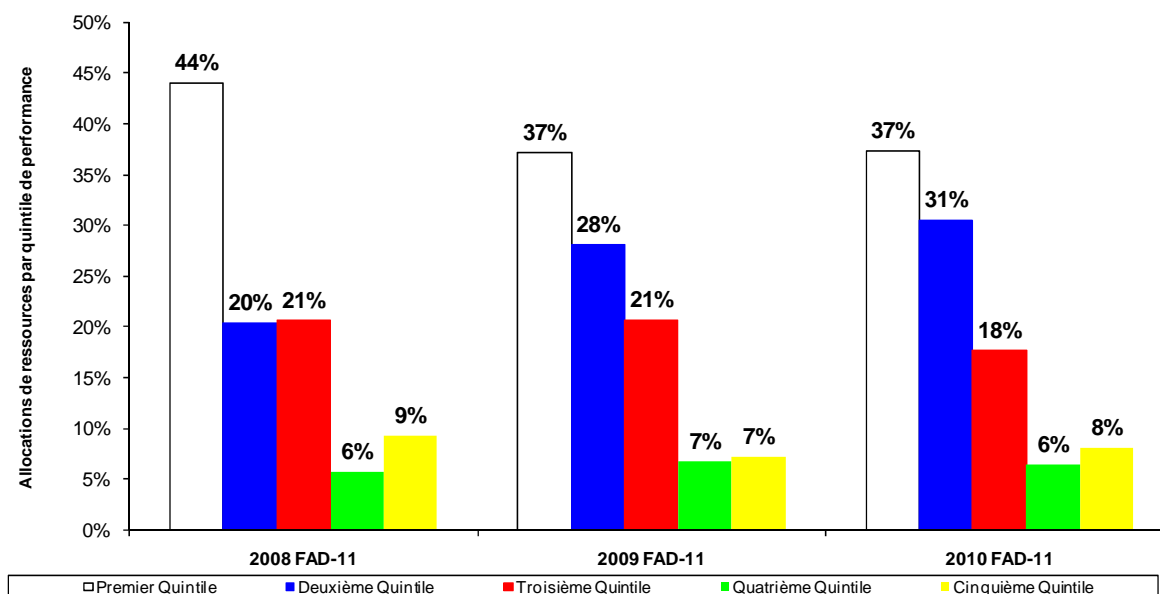
Source : Banque africaine de développement

Note : ¹ Le participant n'a pas encore déposé son instrument de souscription, mais s'est engagé pour 194 642 996 UC durant la réunion finale de la reconstitution

Annexe III : Allocation des ressources lors du FAD-11

La figure III-1 présente l'évolution de l'allocation de ressources par quintile de performance pendant les trois années du cycle du FAD-11. Quelques-uns des pays sont certes passés d'un quintile à l'autre, mais le quintile le plus performant attire systématiquement l'essentiel des ressources.

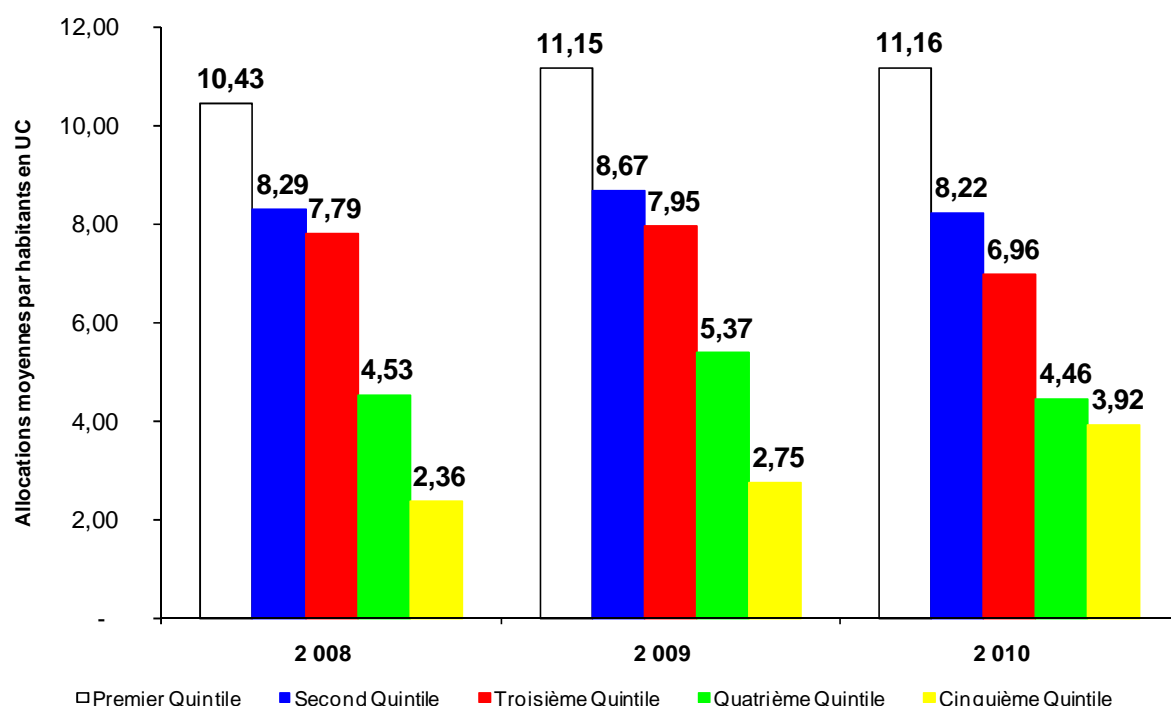
Figure III-1 : Allocation des ressources du FAD-11 par quintile de performance, 2008-2010



Source: Banque africaine de développement

La figure III-2 présente les allocations moyennes par habitant par quintile de performance. En général, elle montre des allocations par habitant plus grandes pour les quintiles affichant une performance supérieure et moins importantes pour les quintiles dont la performance est plus faible. Les calculs des allocations moyennes par habitant sont susceptibles d'être vulnérables à l'incidence des valeurs aberrantes. La grande taille de la population des pays comme l'Éthiopie, le Nigéria et la Tanzanie, combinée avec les plafonds d'allocation de ces pays, peut fausser les résultats. Les allocations minimales du FAD affectées aux petits États se comportent de la même manière. Pour cette raison, les chiffres présentés à la figure III-2 ne comprennent pas de données issues de valeurs aberrantes.

Figure III-2 : Allocations moyennes par habitant au titre du FAD-11 par quintile de performance (hormis les valeurs aberrantes)



Source : Banque africaine de développement

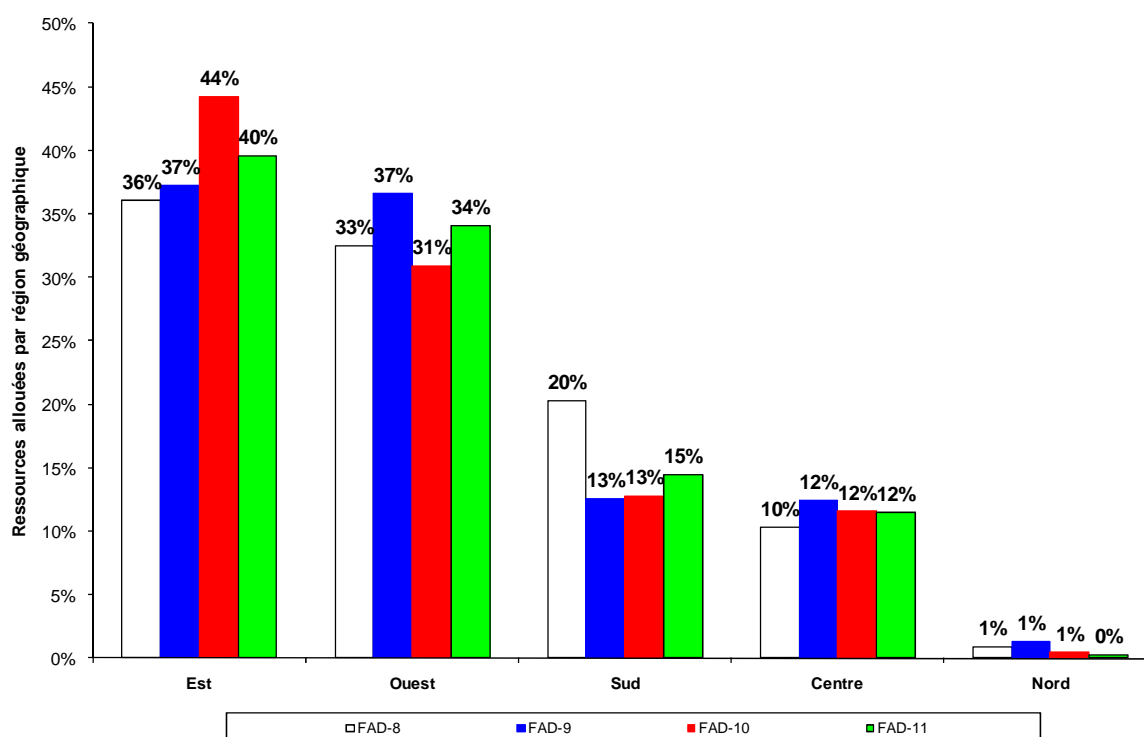
Tableau III-3: Les cinq plus grands bénéficiaires des ressources du FAD-11 en termes de volume global et par habitant

Allocations-pays en unités de compte		Allocations par habitant en unités de compte	
1. Tanzanie	407,1 millions	1. São Tomé-et-Principe	31,7
2. Éthiopie	376,1 millions	2. Cap-Vert	22,7
3. Kenya	355,0 millions	3. Ghana	12,6
4. Ouganda	309,5 millions	4. Mali	12,4
5. Ghana	296,4 millions	5. Rwanda	11,2

Source : Banque africaine de développement

La figure III-4 montre la ventilation systématique des ressources FAD par région géographique au cours des quatre derniers cycles du FAD. Les sous-régions Est et Ouest ont reçu la part du lion, bénéficiant d'une allocation combinée d'entre 69 et 75 % durant les quatre derniers cycles du FAD.

Figure III-4 : Allocation géographique des ressources FAD du FAD-8 au FAD-11



Source: Banque africaine de développement

Annexe IV : Cadre d'allocation basée sur la performance pour le FAD-12

Le processus d'allocation, aux PMR éligibles, des ressources du FAD disponibles pour le financement de projets, programmes et opérations d'assistance technique durant le FAD-12 se déroulera en trois étapes. Premièrement, les ressources seront allouées aux pays pouvant y prétendre à l'aide de la formule d'ABP. Deuxièmement, les modalités de financement par pays (prêt, don ou combinaison prêt/don) seront déterminées au moyen du CSD. Troisièmement, l'allègement de dette octroyé aux PMR éligibles au titre de l'IADM sera déduit de leur allocation et les fonds de remplacement fournis par les donateurs seront réaffectés à tous les PMR exclusivement FAD.

Première étape : application de la formule d'ABP

Les ressources disponibles sont allouées à l'aide de la formule d'ABP ci-dessous :

$$A_i = (CPA_i)^4 \times \left(\frac{GNI}{P}\right)_i^{-0,125} \times P_i^1$$

$$CPA_i = 0,26 CPIA_{(A-C)_i} + 0,58 GR_i + 0,16 CPPR_{(REV)_i}$$

où :

A_i	est l'allocation pour le pays i
CPA_i	est l'évaluation de la performance du pays i
$(GNI/P)_i$	est le revenu national brut (RNB) par habitant du pays i
$CPIA (A-C)_i$	est l'évaluation des politiques et des institutions du pays i (EPIP)
GR_i	est la note de la gouvernance du pays i
$CPPR_{(REV)_i}$	est la note révisée de la performance du portefeuille dans le pays i (NPPP)
P_i	est le chiffre de la population du pays i

La formule d'ABP a deux principaux déterminants :

- les besoins du pays mesurés par son RNB par habitant et sa population (P) ;
- la performance du pays déterminée par la note de sa performance.

Une augmentation du RNB par habitant se traduira par une diminution de l'allocation par habitant, tandis qu'un accroissement de la note d'évaluation de la performance des pays attribuable à l'impact positif net de l'EPIP, de la note de la gouvernance et de la NPPP conduira à une augmentation de l'allocation par habitant. Le paramètre population (P) permet de convertir les allocations-pays par habitant en allocations-pays totales. Les pays ayant une population relativement nombreuse obtiendront des allocations de ressources plus importantes en termes absolus.

En outre, les procédures ci-après seront appliquées :

- Les allocations individuelles des pays seront plafonnées à 10 % des ressources totales disponibles pour les pays exclusivement FAD. Ce plafond s'appliquera au stade de l'allocation de base, c'est-à-dire sur les résultats initiaux de l'application de la formule d'ABP. Les montants dépassant le plafond seront réaffectés aux autres pays exclusivement FAD, selon la formule d'ABP.
- Une allocation minimale de 5 millions d'UC sera appliquée pour tous les pays.
- Les allocations destinées aux pays à financement mixte s'effectueront conformément aux orientations des plénipotentiaires concernant les propositions émises dans le présent document.

Deuxième étape : utilisation du CSD et de la formule du volume modifié

Le CSD est utilisé pour déterminer le risque de surendettement de chaque pays. Il repose sur deux critères : la solidité institutionnelle et la qualité des politiques visant à résister au surendettement ; et les indicateurs du fardeau de la dette par pays (c'est-à-dire la valeur actuelle nette du ratio dette/produit intérieur brut, la valeur actuelle nette du ratio dette/exportations et le ratio service de la dette/exportations). Les pays sont classés en trois catégories de « feux de signalisation », le rouge indiquant un risque de surendettement élevé, le jaune un risque modéré, et le vert un risque faible. Les pays de la catégorie « feu rouge » peuvent bénéficier de 100 % de dons, ceux de la catégorie «

feu vert » de 100 % de prêts et ceux de la catégorie « feu jaune » d'une combinaison de 50 % de dons et 50 % de prêts.

Une formule du volume modifié sera appliquée dans le cadre du FAD-12. Le but primordial de cette formule est de couvrir en amont les frais administratifs afférents aux allocations sous forme de dons et de renforcer la structure incitative du système d'ABP. Suivant cette formule, un abattement de 20 % sera appliqué à tous les dons. L'abattement se décomposera en une portion de 14,57 % liée aux commissions et une portion de 5,43 % liée à l'incitation. La méthode d'ABP sera ensuite utilisée pour réaffecter la portion liée à l'incitation à tous les pays exclusivement FAD, afin de renforcer la structure incitative du système d'ABP. Les allocations ABP des États fragiles³⁹ éligibles aux dons seront assujetties à l'abattement lié aux commissions de 14,57 %. Ces pays seront exclus de l'allocation de la portion liée aux incitations de l'actualisation du volume. L'abattement sur les dons ne s'appliquera pas aux allocations complémentaires au titre du pilier I de la FEF.

Troisième étape : abattement de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale

L'entrée en vigueur de l'IADM depuis septembre 2006 a ajouté une autre étape au processus d'allocation. Les pays remplissant les conditions requises pour bénéficier d'une annulation de leur dette au titre de l'IADM voient les paiements de service de la dette non recouverts déduits de leur allocation, par le mécanisme d'abattement. Les ressources fournies par les donateurs au FAD pour compenser ses manques à gagner dus à l'annulation des dettes au titre de l'IADM sont réaffectées à tous les pays exclusivement FAD, à l'aide du système d'ABP.

³⁹ Aux fins de la planification des allocations, le terme « États fragiles » désigne les neuf pays potentiellement éligibles au pilier I de la FEF. Au cas où le pays ne deviendrait pas éligible, son allocation serait ajustée en conséquence.

Annexe V : Paramètres de retrait progressif de la Facilité en faveur des États fragiles

Dans l'esprit des discussions du Cap, la direction propose le retrait progressif de l'appui du pilier I, sur la base d'une évaluation pays par pays de trois paramètres simples. À la suite des orientations fournies par les plénipotentiaires, la direction a revu les seuils des paramètres et des modalités de retrait progressif. Dans la proposition révisée de la direction, les coefficients de pondération des notes EPIP moyennes sont réduits. Les allocations de la FEF qui baissent proportionnellement à l'augmentation de la note EPIP sont compensées par un relèvement de l'ABP à laquelle le pays a droit.

La direction émet la proposition révisée ci-après (tableau V-1) :

Tableau V-1. Paramètres et seuils de retrait progressif des pays du pilier I de la Facilité en faveur des États fragiles

Paramètre	Objectif	Seuil	Actualisation avant application des plafonds et des seuils
Moyenne de la note EPIP de la Banque mondiale/BAD	Mesurer la performance par rapport à l'indicateur de fragilité convenu	Plus de 3,3	10 %
RNB par habitant sur une base de parité de pouvoir d'achat	Mesurer la capacité interne de générer des ressources pour le développement économique	Plus de 500 dollars	20 %
Durée du réengagement (y compris la pré-structure d'engagement en faveur des États fragiles, c'est-à-dire l'engagement au titre du Mécanisme en faveur des pays sortant d'un conflit)	Établir une distinction entre les pays, sur la base de la durée de l'appui fourni par la communauté internationale, en vue de privilégier ceux dont le réengagement est récent	Plus de 6 ans	20 %

Source : Banque africaine de développement

Ces réductions seront cumulatives. À titre illustratif, si la note EPIP d'un pays et son RNB par habitant sont supérieurs au seuil, la réduction sera de 30 %. De cette manière, la réduction maximale pour les pays remplissant les trois critères sera de 50 %. Le retrait progressif sera institué au cours du deuxième cycle de l'aide, sur la base d'une évaluation pays par pays qui applique les paramètres décrits ci-dessus. Cette évaluation se déroulera durant le deuxième semestre de 2010 et elle utilisera les plus récentes données disponibles.

Tableau V-2: Estimation préliminaire de l'incidence du retrait progressif durant le FAD-12

Pays	Note EPIP moyenne Seuil : supérieur à 3,30	RNB par habitant Seuil : supérieur à 500 dollars	Durée du réengagement en 2011 : Seuil : supérieur à 6 ans (année de réengagement)	Taux de déduction
Burundi	3,15	380	7 ans (2004)	20 %
République centrafricaine	2,73	730	5 ans (2006)	20 %
Comores	2,42	1,170	4 ans (2007)	20 %
Congo, Rép. dém.	2,88	290	7 ans (2004)	20 %
Côte d'Ivoire	2,72	1,580	2 ans (2009)	20 %
Guinée-Bissau	2,80	530	7 ans (2004)	40 %
Libéria	3,60	300	4 ans (2007)	10 %
Sierra Leone	3,32	750	7 ans (2004)	50 %
Togo	2,90	820	3 ans (2008)	20 %
Zimbabwe	1,50	N.D.	N.D.	0 %

Note : N.D. = non disponible

Source : Banque africaine de développement

Annexe VI : Options pour déterminer les plafonds propres aux pays sur les ressources de la Banque africaine de développement destinées aux pays à financement mixte

La direction a examiné diverses options pour déterminer les plafonds propres à chacun des pays à financement mixte. La présente annexe récapitule ces options. Dans chaque option, sauf indication contraire, les allocations du FAD aux pays à financement mixte sont déterminées au début du processus d'ABP. La somme des allocations des pays à financement mixte est ensuite soustraite du montant total des ressources ABP du FAD et le reste est affecté aux pays exclusivement FAD, selon la formule d'ABP.

Option 1 : utilisation de critères pour déterminer les plafonds. Dans cette option, des critères précis comme la solvabilité du pays, sa performance, son RNB par habitant et sa population rentrent dans une formule qui permet d'obtenir un montant pour chaque pays à financement mixte. Les avantages de cette option sont que les critères peuvent être adaptés aux caractéristiques et à la situation du pays à financement mixte, et que les coefficients de pondération ou les exposants des variables de la formule peuvent être modifiés pour veiller à ce que le montant global destiné aux pays à financement mixte ne devienne pas trop grand. Le principal désavantage de cette option est sa complexité : il faut déterminer les critères et les indicateurs par lesquels ils sont mesurés, établir la formule avec des coefficients de pondération et/ou des exposants, effectuer des réitérations successives jusqu'à l'obtention d'un résultat satisfaisant, etc.

Option 2 : octroi à tous les pays à financement mixte de la moitié de leur ABP. Cette mesure simple alloue à chaque pays à financement mixte 50 % de ce qu'il aurait reçu s'il était un pays exclusivement FAD, sous réserve d'une allocation minimale de 5 millions d'UC pour tous les pays FAD éligibles. L'allocation minimale protège les petits États comme le Cap-Vert et São Tomé. Cette option présente l'avantage d'être basée sur la performance, mais elle laisse peu de latitude pour déterminer le montant des ressources FAD à allouer aux pays à financement mixte. Toutefois, en raison de la règle selon laquelle un pays FAD ne peut à lui seul bénéficier de plus de 10 % des ressources disponibles à la première étape du processus d'allocation, aucun pays à financement mixte ne recevrait plus de 5 % à ce stade.

Option 3 : octroi à la plupart des pays à financement mixte du montant intégral de leur ABP, mais avec plafonnement des allocations des pays à financement mixte dont le chiffre de la population dépasse un certain seuil. Ce système est appliqué par l'IDA. La direction déterminerait les plafonds pour les pays fortement peuplés en prenant en considération les montants alloués aux pays à financement mixte non assujettis à un plafond. Cette option est avantageuse pour ce dernier groupe, car ses membres bénéficieraient d'une allocation supérieure à celle qu'elles recevraient dans les autres options, mais elle peut soulever la question de l'équité entre les pays à financement mixte.

Option 4 : détermination d'une allocation par habitant et multiplication de celle-ci par le chiffre de la population des pays à financement mixte, pour obtenir les allocations de ces pays. Afin de prendre en compte le fait que les pays à financement mixte ont des niveaux plus élevés de revenu et jouissent d'un meilleur accès à d'autres ressources, l'allocation par habitant doit être inférieure à l'allocation moyenne par habitant des pays exclusivement FAD. Cela ajoute à l'application du modèle d'allocation une contrainte qui ne devrait cependant pas poser de problèmes dans la pratique. En fait, dans le cadre des allocations finales du FAD-11⁴⁰, les 37 pays exclusivement FAD avaient bénéficié d'une allocation moyenne par habitant de 7 UC, contre 1,4 UC⁴¹ pour les trois pays à financement mixte.

Option 5 : détermination de plafonds individuels pour les pays à financement mixte sur une base discrétionnaire. Outre les critères évoqués dans l'option 1, la présente option tiendrait compte d'un plus grand nombre d'éléments propres aux pays. Parmi ces éléments figureraient la situation/les perspectives économiques du pays, des facteurs macroéconomiques (par exemple la diversification de l'économie, les sources de recettes y compris les transferts provenant de l'étranger), et les vulnérabilités potentielles. Cette option offre le plus de flexibilité pour tenir compte des réalités de chaque pays, mais elle peut soulever des questions d'équité et de transparence.

⁴⁰ Banque africaine de développement. 2010. *Allocations-pays 2010 au titre du FAD-11*. ADF/BD/IF/2010/54 (24 février).

⁴¹ L'allocation-pays moyenne des pays à financement mixte représente uniquement les allocations du Cap-Vert et du Nigéria, le Zimbabwe ayant été exclu du processus d'allocation finale du FAD-11.

Annexe VII : Classement des pays et conditions de prêt des autres banques multilatérales de développement

Tableau VII-1. Système actuel de classement des pays de l'IDA

	Solvabilité requise pour soutenir le financement de la BIRD		
		Non	Oui
Revenu par habitant supérieur au seuil opérationnel de l'IDA durant plus de 2 années consécutives	Non	Pays en deçà du seuil et non solvables : pays exclusivement IDA, aux conditions normales de l'IDA	Pays en deçà du seuil et solvables (Inde et Pakistan par ex.) : éligibles aux ressources BIRD et aux ressources IDA, sous réserve d'un plafond et à des conditions mixtes
	Oui	Pays au-dessus du seuil et non solvables (Angola et République du Congo par ex.) : les pays « gap » ne sont pas admis à bénéficier des ressources BIRD et ils sont éligibles aux ressources IDA à des conditions durcies	Pays au-dessus du seuil et solvables : Éligibles aux ressources BIRD. Exceptions : Les pays reclassés sont éligibles aux ressources IDA durant une période de retrait progressif (2 à 5 ans) à des conditions mixtes. Les petites économies insulaires sont éligibles aux ressources IDA à des conditions mixtes, en dépit du fait qu'ils se situent au-dessus du seuil et sont solvables

Notes : BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement ; IDA = Association internationale de développement

Source : Banque africaine de développement

Tableau VII-2 : Instruments financiers actuels de l'IDA

(Conditions applicables pour l'exercice 10)

Type d'instrument	Pays bénéficiaires	Échéance/ Différé d'amortissement	Remboursement du principal (ans)	Commissions	Taux d'intérêt	Concessionnalité (élément don)
Don IDA	Pays « feu rouge » exclusivement IDA	S.O.	Néant	Néant	Néant	100 %
Crédit IDA normal	Pays « feu jaune » ou « feu vert » exclusivement IDA	40 / 10 ans	2 % par an de la 11 ^e à la 20 ^e années et 4 % par an de la 21 ^e à la 40 ^e années	75 points de base de frais de service et + 0 à 50 points de base de commission d'engagement	Néant	60 %
Crédit mixte	Pays IDA/ BIRD à financement mixte	35 / 10 ans	2,5 % par an de la 11 ^e à la 20 ^e années et 5 % par an de la 21 ^e à la 35 ^e années	75 points de base de frais de service et + 0 à 50 points de base de commission d'engagement	Néant	57 %
Conditions durcies de crédit	Pays « gap » dont le RNB par habitant dépasse le seuil de l'IDA (1 135 dollars) pendant 2 ans	20 / 10 ans	10 % par an de la 11 ^e à la 20 ^e années	75 points de base de frais de service et + 0 à 50 points de base de commission d'engagement	Néant	40 %

Source : Association internationale de développement. Février 2010. A Review of IDA's Long-Term Financial Capacity and Financial Instruments [Examen de la capacité financière à long terme et des instruments financiers de l'IDA]. Document élaboré en vue de la première réunion relative à la reconstitution des ressources de l'IDA-16.

Notes : La commission d'engagement de l'IDA est établie chaque année, dans la fourchette de 0 à 0,5 %. Pour les exercices 09 et 10, la commission d'engagement est de 0. L'élément don se calcule sur la base d'un taux d'actualisation constant de 6 % (basé sur le taux prêteur de la BIRD converti en équivalent à taux fixe sur 40 ans). En utilisant d'autres taux d'actualisation — 10 % par exemple — ou du taux d'intérêt commercial de référence ou encore en recourant à d'autres méthodologies, on obtient différents niveaux de concessionnalité.

RNB = revenu national brut ; BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement ; IDA = Association internationale de développement ; S.O = sans objet

Tableau VII-3 : Conditions de prêt du Fonds asiatique de développement

Type d'instrument	Pays bénéficiaires	Échéance /Différé d'amortissement	Remboursement du principal (ans)	Commission d'engagement	Intérêts	Concessionnalité (élément don)
Prêts-projets	Tous les pays BAsD éligibles, y compris les pays à financement mixte	32/8 ans	Amortissement égal	Néant	1 % pendant le différé d'amortissement et 1,5 % durant la période d'amortissement	49 %
Prêts-programmes	Tous les pays BAsD éligibles, y compris les pays à financement mixte	24/8 ans	Amortissement égal	Néant	1 % pendant le différé d'amortissement et 1,5 % durant la période d'amortissement	43 %

Note : BAsD = Banque asiatique de développement

Source : <http://www.adb.org/ADF/about.asp>, 23 avril 2010. Niveau de concessionnalité provenant de « A Review of IDA's Long-Term Financial Capacity and Financial Instruments » [Examen de la capacité financière à long terme et des instruments financiers de l'IDA]. Document élaboré en vue de la première réunion relative à la reconstitution des ressources de l'IDA-16, février 2010

Tableau VII-4 : Système proposé de classement des pays pour l'IDA-16 (modifications signalées en gris)

Solvabilité requise pour soutenir le financement de la BIRD			
Revenu par habitant supérieur au seuil opérationnel de l'IDA durant plus de 2 années consécutives		Non	Oui
	Non	Pays en deçà du seuil et non solvables : pays exclusivement IDA, aux conditions normales de l'IDA	Pays en deçà du seuil et solvables (Inde et Pakistan par ex.) : éligibles aux ressources BIRD et aux ressources IDA, sous réserve d'un plafond et à des conditions mixtes révisées
	Oui	Pays au-dessus du seuil et non solvables (Angola et République du Congo par ex.) : les pays « gap » ne sont pas admis à bénéficier des ressources BIRD et ils sont éligibles aux ressources IDA à des conditions mixtes révisées	Pays au-dessus du seuil et solvables : Éligibles aux ressources BIRD. Exceptions : Les pays reclassés sont éligibles aux ressources IDA durant une période de retrait progressif (2 à 5 ans) à conditions mixtes révisées. Les petites économies insulaires sont éligibles aux ressources IDA aux conditions normales de l'IDA, en dépit du fait qu'ils se situent au-dessus du seuil et sont solvables.

Notes : BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement ; IDA = Association internationale de développement

Source : Association internationale de développement. Février 2010. A Review of IDA's Long-Term Financial Capacity and Financial Instruments [Examen de la capacité financière à long terme et des instruments financiers de l'IDA]. Document élaboré en vue de la première réunion relative à la reconstitution des ressources de l'IDA-16.

Tableau VII-5 : Instruments proposés pour l'IDA-16 (modifications signalées en gris)

Type d'instrument	Pays bénéficiaires	Échéance/ Différé d'amortissement	Remboursement du principal (ans)	Commissions	Taux d'intérêt	Concessionnalité (élément don)
Don IDA	Pays « feu rouge » exclusivement IDA	S.O.	Néant	Néant	Néant	100 %
Crédit IDA normal	Pays « feu jaune » ou « feu vert » exclusivement IDA	40 / 10 ans	2 % par an de la 11 ^e à la 20 ^e années et 4 % par an de la 21 ^e à la 40 ^e années	75 points de base de frais de service et + 0 à 50 points de base de commission d'engagement	Néant	60 %
Crédit mixte révisé	Pays IDA/BIRD pays à financement mixte et pays « gap »	25/5 ans	3,3 % par an de la 6 ^e à la 15 ^e années et 6,7 % par an de la 16 ^e à la 25 ^e années	75 points de base de frais de service et + 0 à 50 points de base de commission d'engagement	1,25 %	35 %

Notes : BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement ; IDA = Association internationale de développement ; S.O. = sans objet

Source : Association internationale de développement. Février 2010. *A Review of IDA's Long-Term Financial Capacity and Financial Instruments* [Examen de la capacité financière à long terme et des instruments financiers de l'IDA]. Document élaboré en vue de la première réunion relative à la reconstitution des ressources de l'IDA-16.

Annexe VIII : Scénarios d'allocation des ressources (annexe technique)

Les deux figures ci-après donnent des détails sur les sous-composantes des deux thématiques des enveloppes dédiées. La figure VIII-1 montre la FEF avec une allocation de 7,5% des ressources de la reconstitution et comprend la multiplication par un facteur d'appoint (enveloppe complémentaire comme multiple des deux plus grandes allocations (« high-2 ») des pays éligibles) pour les dix scénarios possibles de la FEF (deux méthodologies d'allocation – priorité à l'allocation supplémentaire ou priorité aux arriérés – et cinq niveaux de reconstitution). La figure VIII-2 fournit des détails sur l'enveloppe régionale, notamment les sous-composantes liées et non liées aux ABP ainsi que l'utilisation des allocations-pays à des fins de financement des opérations régionales pour les 15 scénarios possibles des opérations régionales (trois tailles d'enveloppe des opérations régionales et cinq niveaux de reconstitution).

Figure VIII-1 : Scénarios de la Facilité en faveur des états fragiles

(Millions d'UC)

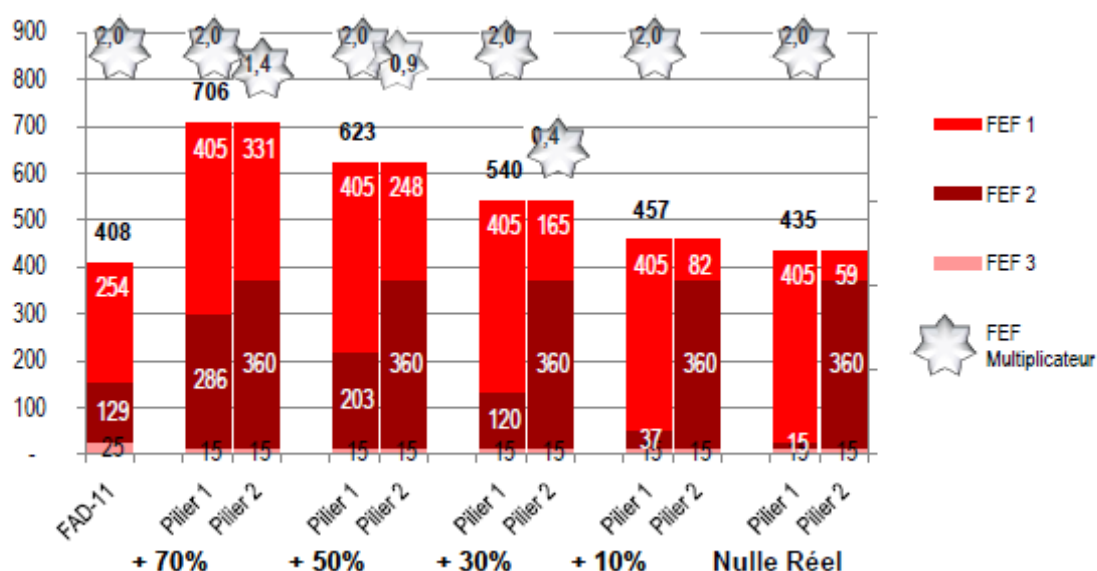
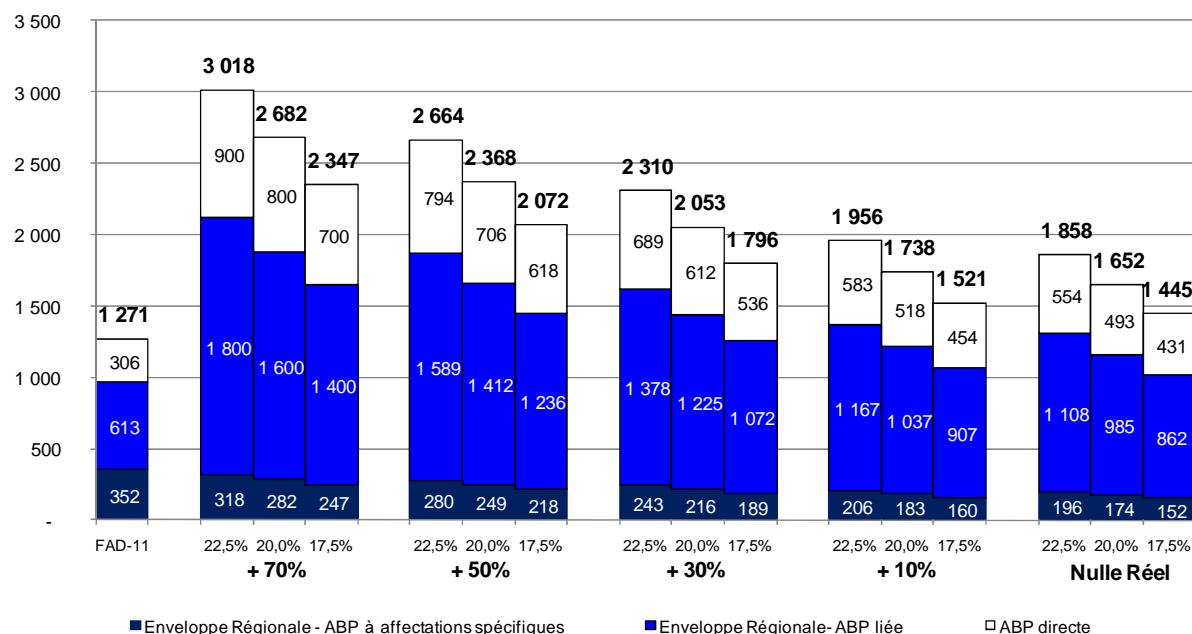


Figure VIII-2 : Scénarios des opérations régionales

(Millions d'UC)



Pour chaque niveau de reconstitution, deux diagrammes récapitulatifs sont fournis pour les scénarios d'allocation correspondants. Le premier diagramme présente les scénarios en valeur nominale (millions d'UC), tandis que le deuxième les montre en termes de pourcentage. Chaque diagramme présente deux colonnes pour chacun des scénarios d'allocation :

Utilisation des fonds. Les barres empilées apparaissant à gauche montrent le scénario en termes d'utilisation finale des ressources :

1. en blanc, les ABP pour les projets nationaux ;
2. en bleu clair, les ABP utilisées pour financer les opérations régionales ;
3. en bleu, l'enveloppe des opérations régionales couvrant les deux tiers restants ;
4. en rouge, la Facilité en faveur des états fragiles.

Le montant de l'ABP utilisée pour les opérations régionales est estimé en déduisant un taux d'utilisation de 15 % pour les biens publics régionaux et en tenant pour acquis la division normale en un tiers et deux tiers du solde de l'enveloppe des opérations régionales. La case noire de la barre donne le montant total des ressources ABP (somme de 1 et 2 ci-dessus). La case bleue donne le total des ressources utilisées pour les opérations régionales (somme de 2 et 3 ci-dessus).

Mécanisme d'allocation. Les barres apparaissant à droite montrent le scénario du point de vue du mode d'allocation des ressources : ABP directe (blanc), mécanismes liés à l'ABP (gris clair) et non liés à l'ABP (gris foncé). Toutes les ressources pour les allocations-pays sont affectées directement dans le cadre de l'ABP. Les ressources liées à l'ABP comprennent notamment l'enveloppe des opérations régionales qui a servi à compléter l'utilisation des ABP pour financer les opérations régionales et le supplément « high-2 » de la FEF. Pour les calculs des scénarios S1 et S2, le multiple de 2 de l'allocation supplémentaire a été préservé au sein de l'enveloppe de 7,5 %. Les ressources non liées à l'ABP comprennent notamment l'utilisation de l'enveloppe des opérations régionales pour financer les biens publics régionaux, les opérations d'apurement des arriérés et l'appui ciblé au titre de la FEF.

Figure VIII-3. Scénario d'augmentation de 70 %

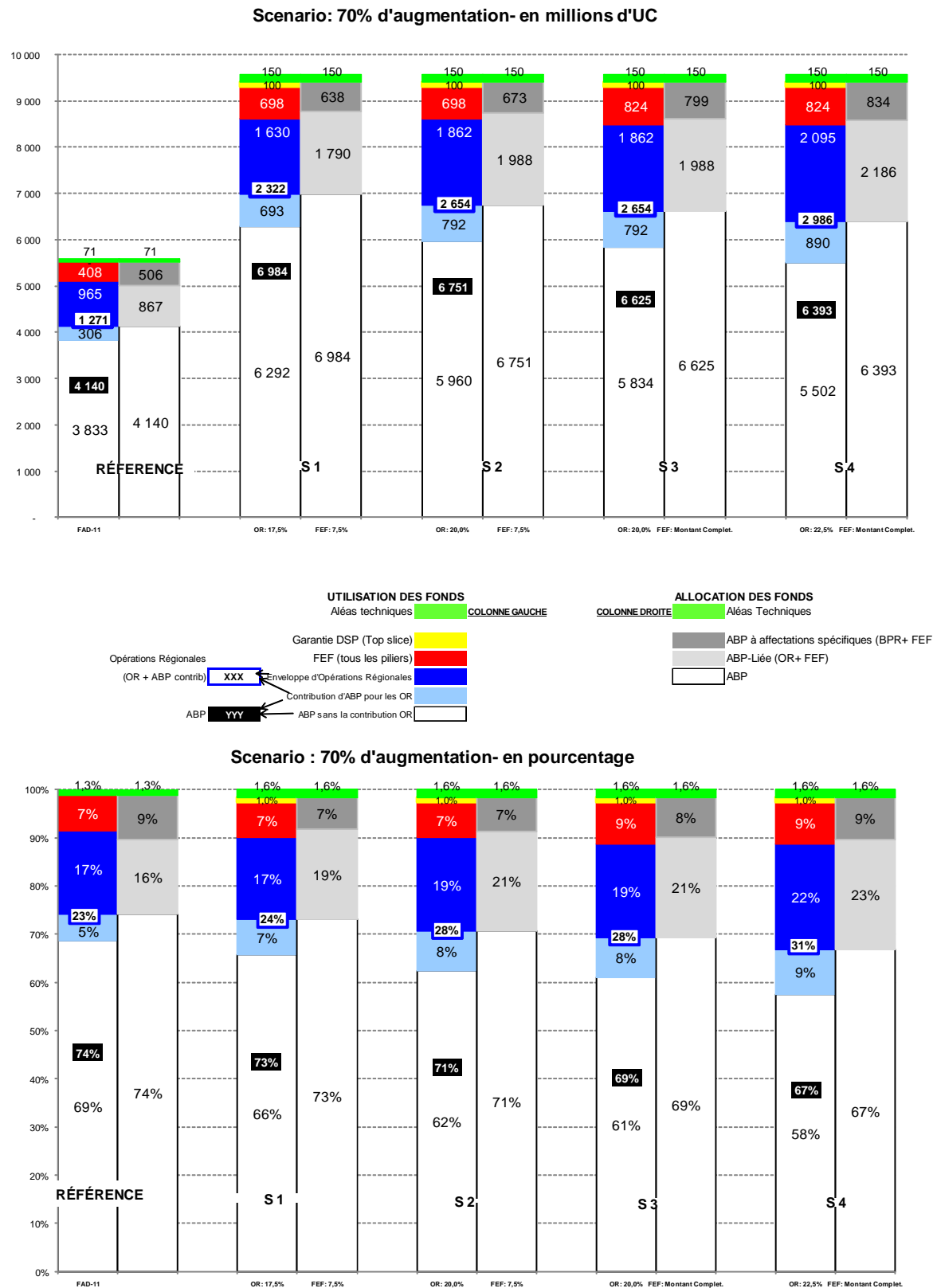


Figure VIII-4. Scénario d'augmentation de 50 %

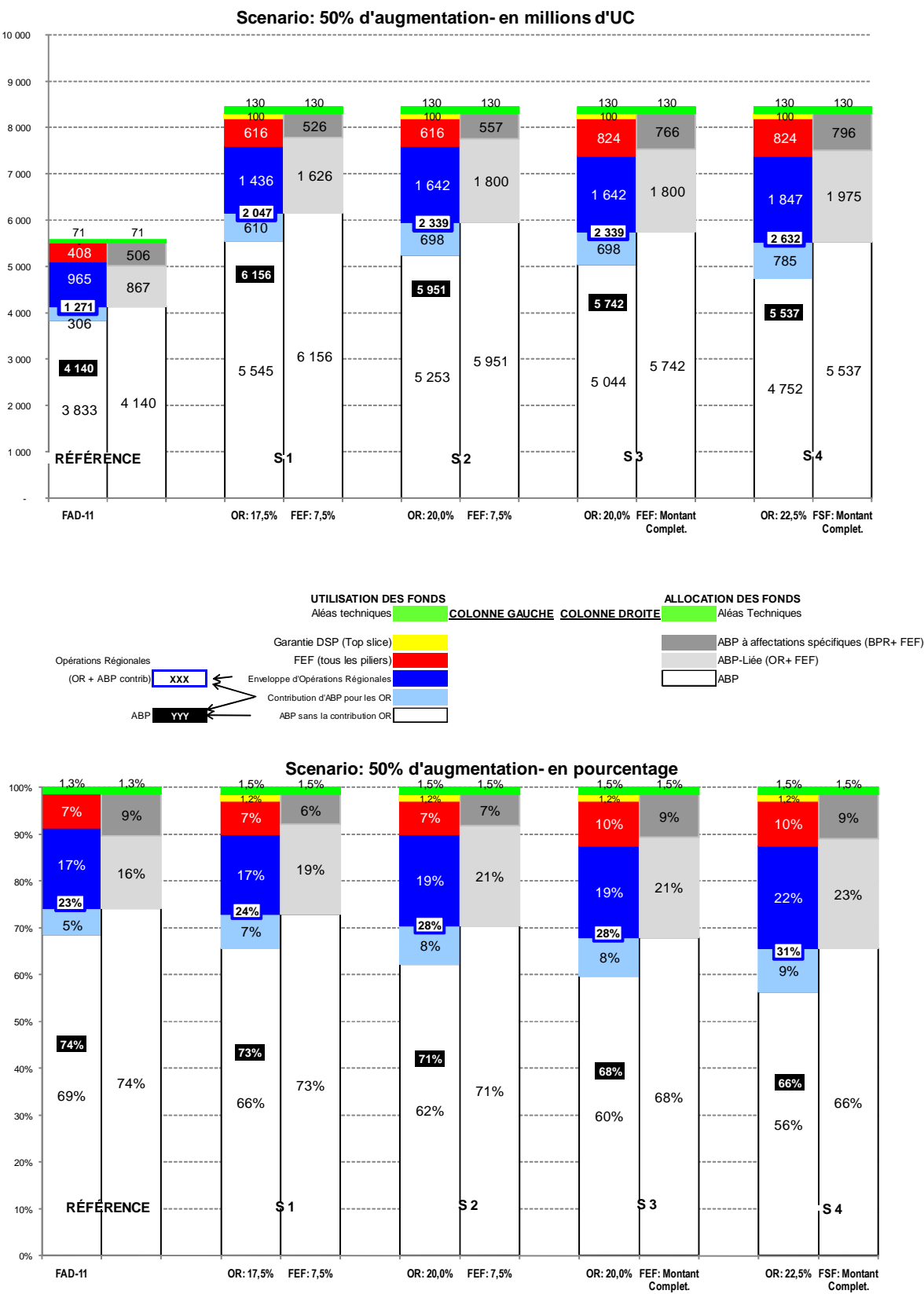


Figure VIII-5. Scénario d'augmentation de 30 %

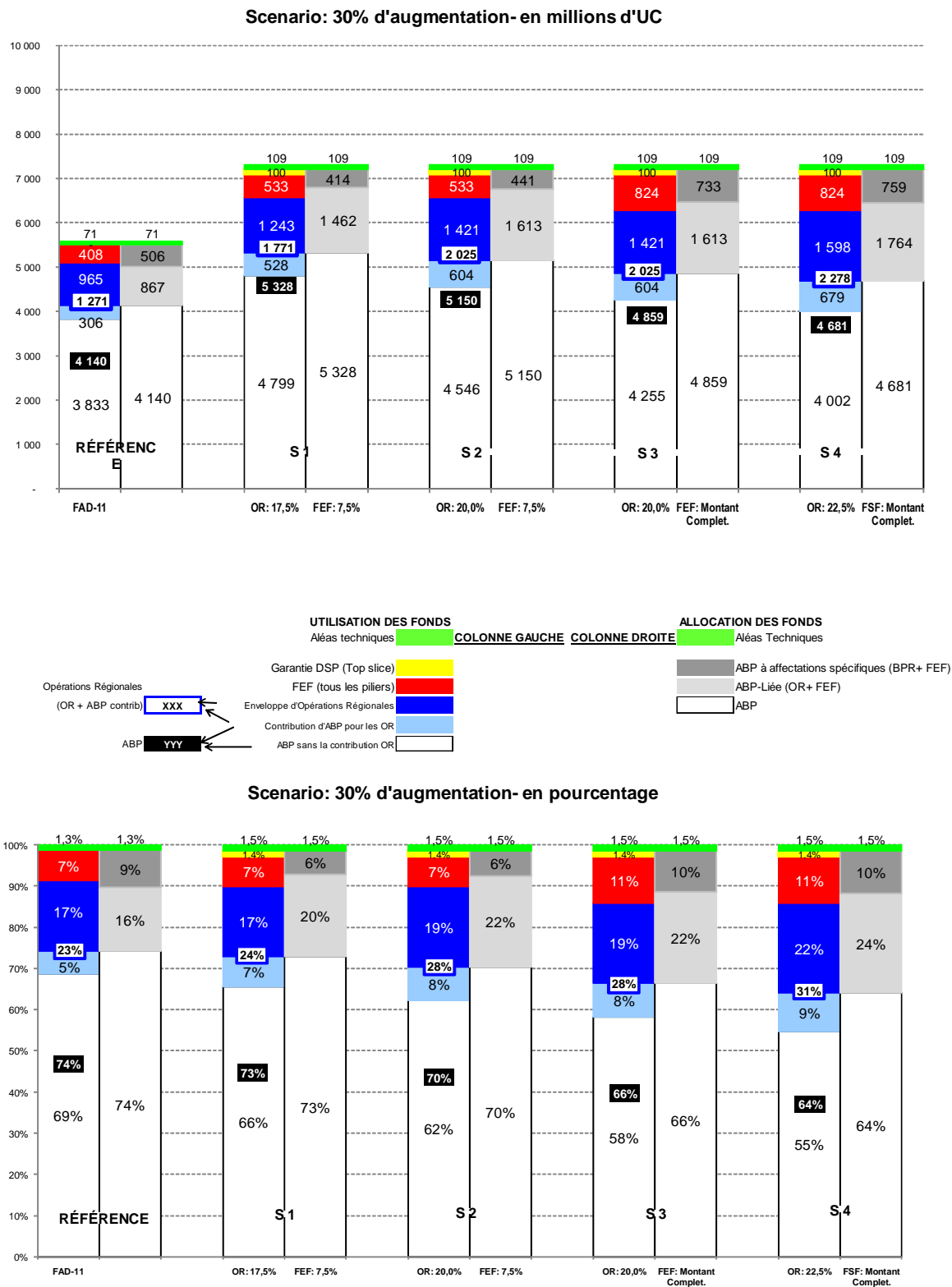
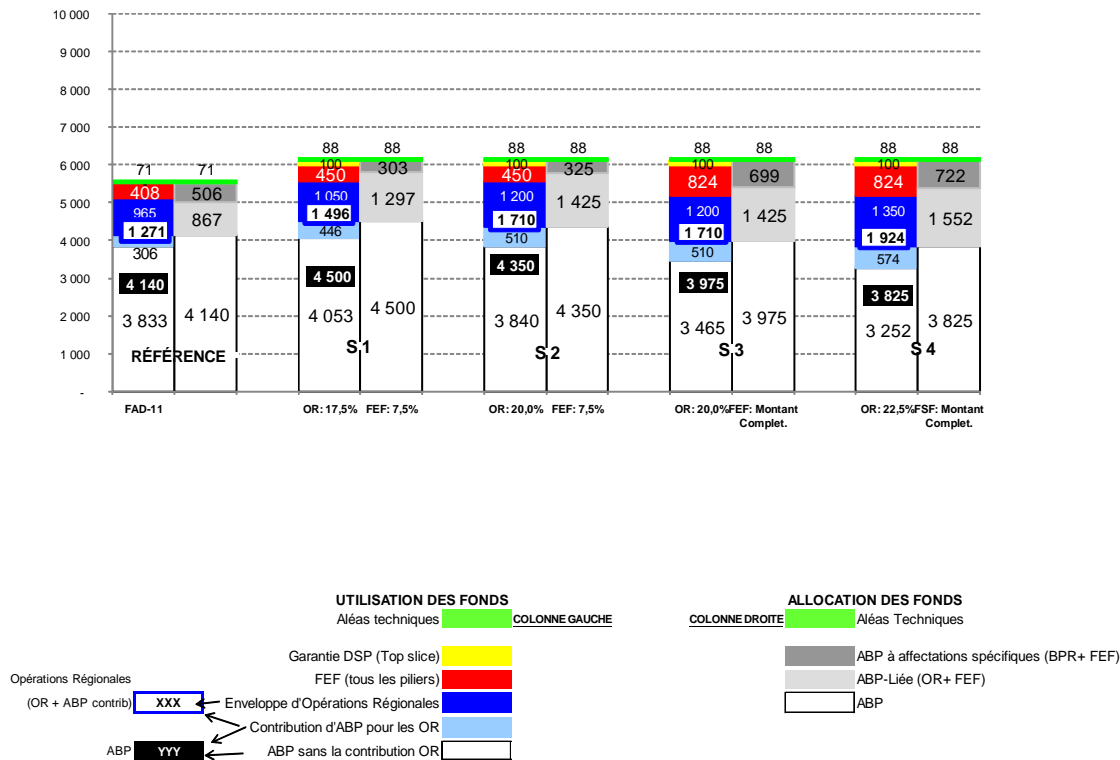


Figure VIII-6. Scénario d'augmentation de 10 %

Scenario: 10% d'augmentation- en millions d'UC



Scenario: 10% d'augmentation- en pourcentage

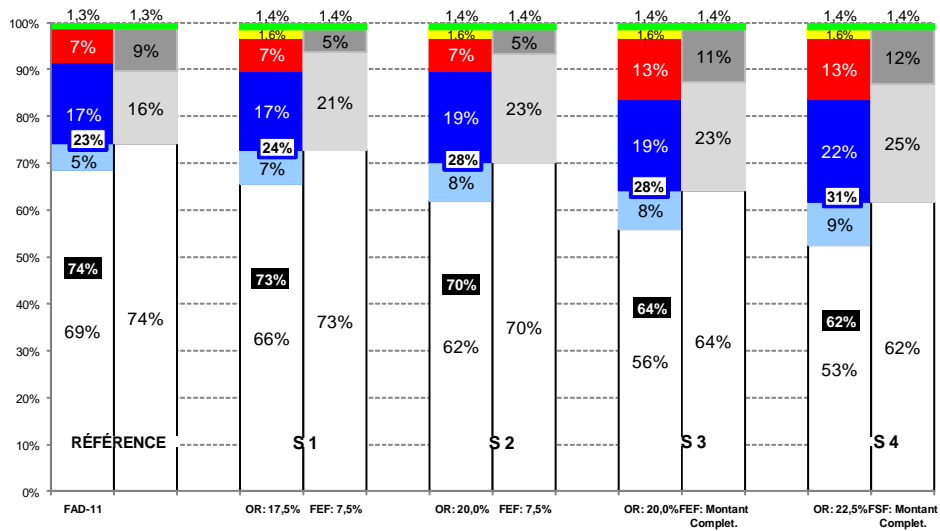


Figure VIII-7. Scénario de croissance nulle en termes réels

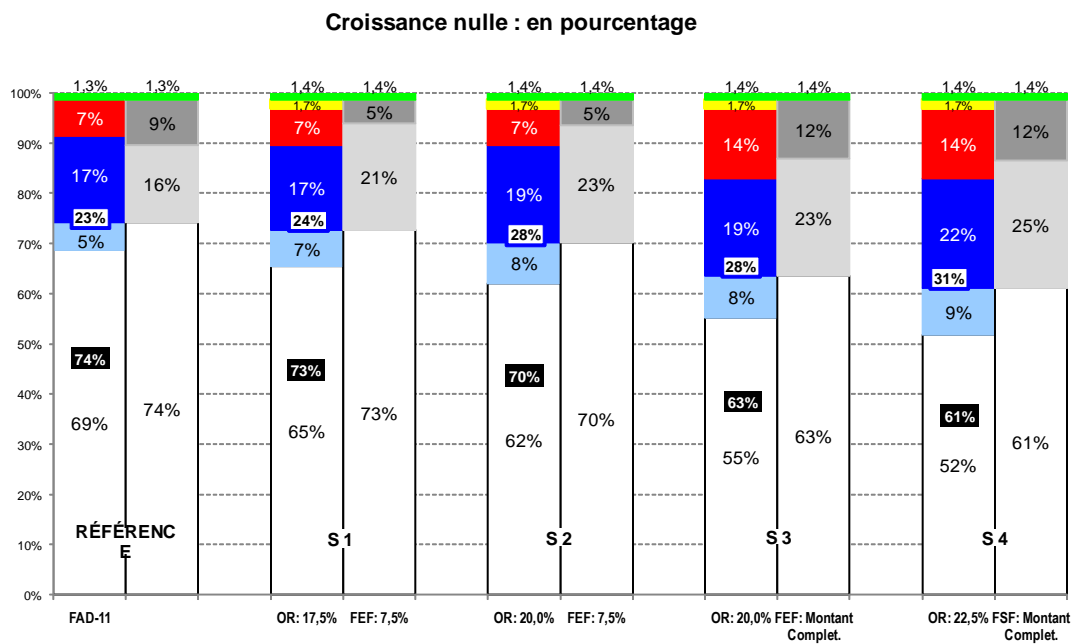
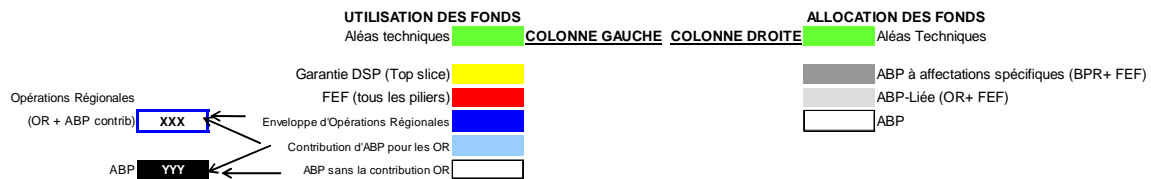
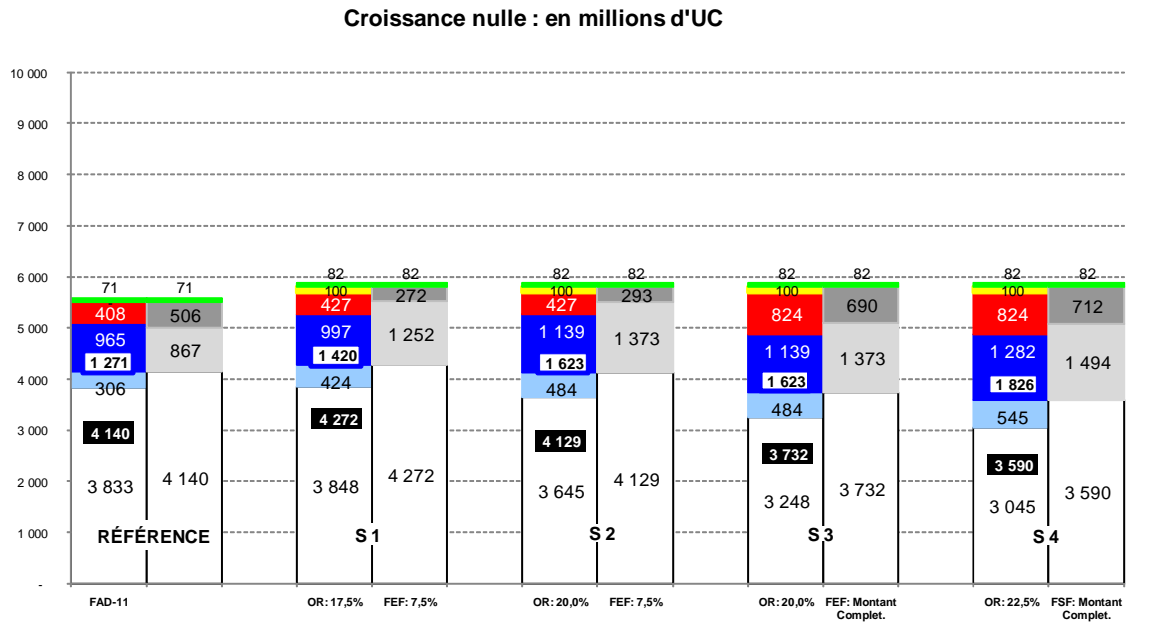


Tableau VIII-8.a. Tableau des données avec priorité accordée à l'allocation supplémentaire (d'appoint) dans la FEF

<i>Pourcentage d'Augmentation</i>	FAD-11	70.0%	70.0%	70.0%	50.0%	50.0%	50.0%	30.0%	30.0%	30.0%	10.0%	10.0%	10.0%	4.5%	4.5%	4.5%
<i>Opérations Régionales</i>	FAD-11	22.5%	20.0%	17.5%	22.5%	20.0%	17.5%	22.5%	20.0%	17.5%	22.5%	20.0%	17.5%	22.5%	20.0%	17.5%
<i>Label FEF</i>		7.5%	7.5%	7.5%	7.5%	7.5%	7.5%	7.5%	7.5%	7.5%	7.5%	7.5%	7.5%	7.5%	7.5%	7.5%
<i>suppose la priorité au guichet de financement supplémentaire du FEF</i>																
	FAD-11	OR:22,5% FEF:7,5%	OR:20,0% FEF:7,5%	OR:17,5% FEF:7,5%	OR:22,5% FEF:7,5%	OR:20,0% FEF:7,5%	OR:17,5% FEF:7,5%	OR:22,5% FEF:7,5%	OR:20,0% FEF:7,5%	OR:17,5% FEF:7,5%	OR:22,5% FEF:7,5%	OR:20,0% FEF:7,5%	OR:17,5% FEF:7,5%	OR:22,5% FEF:7,5%	OR:20,0% FEF:7,5%	OR:17,5% FEF:7,5%
Allocations Pays	4,140	6,518	6,751	6,984	5,746	5,951	6,156	4,973	5,150	5,328	4,200	4,350	4,500	3,987	4,129	4,272
OR Enveloppe	965	2,095	1,862	1,630	1,847	1,642	1,436	1,598	1,421	1,243	1,350	1,200	1,050	1,282	1,139	997
FEF 1	254	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405
FEF 2	129	278	278	278	196	196	196	113	113	113	30	30	30	7	7	7
FEF 3	25	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
DSP- Garantie de portefeuille		100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Aléas Techniques	71	150	150	150	130	130	130	109	109	109	88	88	88	82	82	82
Total	5,583	9,563	9,563	9,563	8,438	8,438	8,438	7,313	7,313	7,313	6,188	6,188	6,188	5,878	5,878	5,878
<i>Dont FEF</i>	<i>408</i>	<i>698</i>	<i>698</i>	<i>698</i>	<i>616</i>	<i>616</i>	<i>616</i>	<i>533</i>	<i>533</i>	<i>533</i>	<i>450</i>	<i>450</i>	<i>450</i>	<i>427</i>	<i>427</i>	<i>427</i>
<i>Dont Ors</i>	<i>965</i>	<i>2,095</i>	<i>1,862</i>	<i>1,630</i>	<i>1,847</i>	<i>1,642</i>	<i>1,436</i>	<i>1,598</i>	<i>1,421</i>	<i>1,243</i>	<i>1,350</i>	<i>1,200</i>	<i>1,050</i>	<i>1,282</i>	<i>1,139</i>	<i>997</i>
<i>Dont Garanties DSP</i>		<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>
<i>Dont Allocations Pays</i>	<i>4,140</i>	<i>6,518</i>	<i>6,751</i>	<i>6,984</i>	<i>5,746</i>	<i>5,951</i>	<i>6,156</i>	<i>4,973</i>	<i>5,150</i>	<i>5,328</i>	<i>4,200</i>	<i>4,350</i>	<i>4,500</i>	<i>3,987</i>	<i>4,129</i>	<i>4,272</i>
ABP	4,140	6,518	6,751	6,984	5,746	5,951	6,156	4,973	5,150	5,328	4,200	4,350	4,500	3,987	4,129	4,272
OR - ABP-liée	613	1,781	1,583	1,385	1,570	1,395	1,221	1,359	1,208	1,057	1,147	1,020	892	1,089	968	847
FEF - ABP-liée (FEF1)	254	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405
OR - BPR (15% d'OR)	352	314	279	244	277	246	215	240	213	186	202	180	157	192	171	150
FEF - ABP à affectations spécifiques (FEF2+FEF3)	154	293	293	293	211	211	211	128	128	128	45	45	45	22	22	22
DSP- Garantie de portefeuille		100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Aléas Techniques	71	150	150	150	130	130	130	109	109	109	88	88	88	82	82	82
Total	5,583	9,563	9,563	9,563	8,438	8,438	8,438	7,313	7,313	7,313	6,188	6,188	6,188	5,878	5,878	5,878
Multiplicateur FEF	1.97	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Couverture des Arriérés		69%	69%	69%	48%	48%	48%	28%	28%	28%	7%	7%	7%	2%	2%	2%
FEF	FAD-11	OR:22,5% FEF:7,5%	OR:20,0% FEF:7,5%	OR:17,5% FEF:7,5%	OR:22,5% FEF:7,5%	OR:20,0% FEF:7,5%	OR:17,5% FEF:7,5%	OR:22,5% FEF:7,5%	OR:20,0% FEF:7,5%	OR:17,5% FEF:7,5%	OR:22,5% FEF:7,5%	OR:20,0% FEF:7,5%	OR:17,5% FEF:7,5%	OR:22,5% FEF:7,5%	OR:20,0% FEF:7,5%	OR:17,5% FEF:7,5%
FEF D'appoint - FEF1	254	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405
Appui ciblé - FEF3	25	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Apurement des Arriérés - FEF2	129	278	278	278	196	196	196	113	113	113	30	30	30	7	7	7
OR																
Enveloppe Régionales - ABP à affectations spécifique	352	314	279	244	277	246	215	240	213	186	202	180	157	192	171	150
Enveloppe Régionale - ABP-liée	613	1,781	1,583	1,385	1,570	1,395	1,221	1,359	1,208	1,057	1,147	1,020	892	1,089	968	847
Contribution d'ABP pour les OR	306	890	792	693	785	698	610	679	604	528	574	510	446	545	484	424
Projets Nationaux																
ABP sans la contribution OR	3,833	5,628	5,960	6,292	4,961	5,253	5,545	4,293	4,546	4,799	3,626	3,840	4,053	3,442	3,645	3,848

Tableau VIII-8.b. Tableau des données avec priorité accordée à l'apurement des arriérés dans la FEF

<i>Pourcentage d'Augmentation</i>	<i>FAD-11</i>	<i>70.0%</i>	<i>70.0%</i>	<i>70.0%</i>	<i>50.0%</i>	<i>50.0%</i>	<i>50.0%</i>	<i>30.0%</i>	<i>30.0%</i>	<i>30.0%</i>	<i>10.0%</i>	<i>10.0%</i>	<i>10.0%</i>	<i>4.5%</i>	<i>4.5%</i>	<i>4.5%</i>
<i>Opérations Régionales</i>	<i>FAD-11</i>	<i>22.5%</i>	<i>20.0%</i>	<i>17.5%</i>	<i>22.5%</i>	<i>20.0%</i>	<i>17.5%</i>	<i>22.5%</i>	<i>20.0%</i>	<i>17.5%</i>	<i>22.5%</i>	<i>20.0%</i>	<i>17.5%</i>	<i>22.5%</i>	<i>20.0%</i>	<i>17.5%</i>
<i>Label FEF</i>		<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>
		<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>	<i>Complet.</i>
	FAD-11	OR:22,5% FEF:Montant Complet.	OR:20,0% FEF:Montant Complet.	OR:17,5% FEF:Montant Complet.	OR:22,5% FEF:Montant Complet.	OR:20,0% FEF:Montant Complet.	OR:17,5% FEF:Montant Complet.	OR:22,5% FEF:Montant Complet.	OR:20,0% FEF:Montant Complet.	OR:17,5% FEF:Montant Complet.	OR:22,5% FEF:Montant Complet.	OR:20,0% FEF:Montant Complet.	OR:17,5% FEF:Montant Complet.	OR:22,5% FEF:Montant Complet.	OR:20,0% FEF:Montant Complet.	OR:17,5% FEF:Montant Complet.
Allocations Pays	4,140	6,393	6,625	6,858	5,537	5,742	5,947	4,681	4,859	5,036	3,825	3,975	4,125	3,590	3,732	3,875
OR Enveloppe	965	2,095	1,862	1,630	1,847	1,642	1,436	1,598	1,421	1,243	1,350	1,200	1,050	1,282	1,139	997
FEF 1	254	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405
FEF 2	129	404	404	404	404	404	404	404	404	404	404	404	404	404	404	404
FEF 3	25	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
DSP- Garantie de portefeuille		100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Aléas Techniques	71	150	150	150	130	130	130	109	109	109	88	88	88	82	82	82
Total	5,583	9,563	9,563	9,563	8,438	8,438	8,438	7,313	7,313	7,313	6,188	6,188	6,188	5,878	5,878	5,878
<i>Dont FEF</i>	<i>408</i>	<i>824</i>	<i>824</i>	<i>824</i>	<i>824</i>	<i>824</i>	<i>824</i>	<i>824</i>	<i>824</i>	<i>824</i>	<i>824</i>	<i>824</i>	<i>824</i>	<i>824</i>	<i>824</i>	<i>824</i>
<i>Dont Ors</i>	<i>965</i>	<i>2,095</i>	<i>1,862</i>	<i>1,630</i>	<i>1,847</i>	<i>1,642</i>	<i>1,436</i>	<i>1,598</i>	<i>1,421</i>	<i>1,243</i>	<i>1,350</i>	<i>1,200</i>	<i>1,050</i>	<i>1,282</i>	<i>1,139</i>	<i>997</i>
<i>Dont Garanties DSP</i>		<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>
<i>Dont Allocations Pays</i>	<i>4,140</i>	<i>6,393</i>	<i>6,625</i>	<i>6,858</i>	<i>5,537</i>	<i>5,742</i>	<i>5,947</i>	<i>4,681</i>	<i>4,859</i>	<i>5,036</i>	<i>3,825</i>	<i>3,975</i>	<i>4,125</i>	<i>3,590</i>	<i>3,732</i>	<i>3,875</i>
ABP	4,140	6,393	6,625	6,858	5,537	5,742	5,947	4,681	4,859	5,036	3,825	3,975	4,125	3,590	3,732	3,875
OR - ABP-liée	613	1,781	1,583	1,385	1,570	1,395	1,221	1,359	1,208	1,057	1,147	1,020	892	1,089	968	847
FEF - ABP-liée (FEF1)	254	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405
OR - BPR (15% d'OR)	352	314	279	244	277	246	215	240	213	186	202	180	157	192	171	150
FEF - ABP à affectations spécifiques (FEF2+FEF3)	154	419	419	419	419	419	419	419	419	419	419	419	419	419	419	419
DSP- Garantie de portefeuille		100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Aléas Techniques	71	150	150	150	130	130	130	109	109	109	88	88	88	82	82	82
Total	5,583	9,563	9,563	9,563	8,438	8,438	8,438	7,313	7,313	7,313	6,188	6,188	6,188	5,878	5,878	5,878
Multiplicateur FEF	1.97	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Couverture des Arriérés		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
FEF	FAD-11	OR:22,5% FEF:Montant Complet.	OR:20,0% FEF:Montant Complet.	OR:17,5% FEF:Montant Complet.	OR:22,5% FEF:Montant Complet.	OR:20,0% FEF:Montant Complet.	OR:17,5% FEF:Montant Complet.	OR:22,5% FEF:Montant Complet.	OR:20,0% FEF:Montant Complet.	OR:17,5% FEF:Montant Complet.	OR:22,5% FEF:Montant Complet.	OR:20,0% FEF:Montant Complet.	OR:17,5% FEF:Montant Complet.	OR:22,5% FEF:Montant Complet.	OR:20,0% FEF:Montant Complet.	OR:17,5% FEF:Montant Complet.
FEF D'appoint - FEF1	254	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405
Appui ciblé - FEF3	25	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Apurement des Arriérés - FEF2	129	404	404	404	404	404	404	404	404	404	404	404	404	404	404	404
OR																
Enveloppe Régionales - ABP à affectations spécifique	352	314	279	244	277	246	215	240	213	186	202	180	157	192	171	150
Enveloppe Régionale - ABP-liée	613	1,781	1,583	1,385	1,570	1,395	1,221	1,359	1,208	1,057	1,147	1,020	892	1,089	968	847
Contribution d'ABP pour les OR	306	890	792	693	785	698	610	679	604	528	574	510	446	545	484	424
Projets Nationaux																
ABP sans la contribution OR	3,833	5,502	5,834	6,166	4,752	5,044	5,337	4,002	4,255	4,508	3,252	3,465	3,679	3,045	3,248	3,451